

<p>Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé</p>
--

CSI/CSSS/22/470

DÉLIBÉRATION N° 04/032 DU 5 OCTOBRE 2004 MODIFIÉE LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2009, LE 9 NOVEMBRE 2010, LE 6 MARS 2012, LE 3 DÉCEMBRE 2013, LE 4 FÉVRIER 2014, LE 6 MAI 2014, LE 3 JUIN 2014, LE 6 OCTOBRE 2015, LE 2 FÉVRIER 2016, LE 6 SEPTEMBRE 2016, LE 4 JUILLET 2017, LE 8 MAI 2018, LE 5 MARS 2019, LE 3 SEPTEMBRE 2019, LE 14 JANVIER 2020, LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2020 ET LE 4 OCTOBRE 2022, CONCERNANT LA CONSULTATION DES BANQUES DE DONNÉES SOCIALES PAR LES SERVICES D'INSPECTION SOCIALE

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu la loi du 3 décembre 2017 *relative à la création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, en particulier l'article 97;

Vu la demande de la Direction générale Contrôle des lois sociales (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale) du 30 juillet 2004;

Vu la demande de l'Inspection sociale (SPF Sécurité sociale) du 30 juillet 2004;

Vu la demande de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) du 30 juillet 2004;

Vu la demande du Fonds des accidents du travail (FAT) du 30 juillet 2004;

Vu la demande de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) du 30 juillet 2004;

Vu la demande de l'Office national de l'emploi (ONEM) du 30 juillet 2004;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour du 20 août 2004;

Vu la demande de l'Inspection sociale (SPF Sécurité sociale) du 16 juillet 2009;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 24 juillet 2009;
Vu la demande de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé du 4 mai 2010;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 22 octobre 2010;

Vu la demande de la Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale) du 12 janvier 2012;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 21 février 2012;

Vu la demande de l'Inspection sociale (SPF Sécurité sociale) du 12 novembre 2013;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 18 novembre 2013;

Vu la demande de l'Inspection sociale (SPF Sécurité sociale) du 20 janvier 2014;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 21 janvier 2014;

Vu la demande de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) du 4 avril 2014;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 8 avril 2014;

Vu la demande du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale du 28 avril 2014;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour du 5 mai 2014;

Vu la demande de l'Inspection sociale (SPF Sécurité sociale) du 1^{er} septembre 2015;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour du 3 septembre 2015;

Vu la demande de l'Office national de l'emploi (ONEm) du 22 décembre 2015 ;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 14 janvier 2016 ;

Vu la demande de l'Office national de l'emploi (ONEm) du 27 juin 2016 ;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 4 juillet 2016 ;

Vu la demande de l'Office national de sécurité sociale du 12 juin 2017 ;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 14 juin 2017 ;

Vu la demande de l'Office national de l'emploi (ONEm) du 19 mars 2018 ;

Vu le rapport d’auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 9 avril 2018 ;
Vu les demandes de la Direction générale du Contrôle des lois sociales (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale) et de l’Office national de l’emploi du 6 février 2019 ;

Vu le rapport d’auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 8 février 2019 ;

Vu la demande de l’Office national de sécurité sociale, de l’Institut national d’assurances sociales pour travailleurs indépendants et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale du 13 août 2019 ;

Vu le rapport d’auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 21 août 2019 ;

Vu la demande de la Direction générale Contrôle du bien-être au travail (FOD Emploi, Travail et Concertation sociale) du 4 décembre 2019;

Vu le rapport d’auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 5 décembre 2019;

Vu la demande de l’Office national de sécurité sociale du 30 janvier 2020 ;

Vu le rapport d’auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 4 février 2020;

Vu le rapport d’auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 30 septembre 2022 ;

Vu le rapport de monsieur Bart Viaene.

A. MOTIVATION ET OBJET GÉNÉRAL DES DEMANDES

1.1. Dans une société en mutation où les entreprises doivent de plus en plus souvent effectuer de manière électronique leurs obligations dans le cadre de la législation du travail et de la sécurité sociale (déclaration immédiate de l’emploi, déclaration multifonctionnelle, déclaration d’un risque social, ...), il est avancé dans les demandes que les services d’inspection sociale chargés du contrôle du respect de ces législations doivent impérativement disposer d’un accès sécurisé et rapide à des données sociales à caractère personnel disponibles dans le réseau de la sécurité sociale.

L’accès aux banques de données sociales dans le chef des services d’inspection sociale devrait être envisagé de façon plus large que l’accès accordé aux autres membres du personnel des services publics, compte tenu de leurs amples missions de contrôle, légales comme réglementaires. Par ailleurs, il est avancé que certains inspecteurs sociaux souhaiteront sans doute consulter ces données à partir de divers endroits, ce qui requiert des mesures de sécurité plus strictes.

1.2. La présente demande porte sur la consultation de *certaines* banques de données sociales par les inspecteurs / contrôleurs:

- de la Direction générale Contrôle des lois sociales et de la Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale),
- de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale),
- de l'Office national de sécurité sociale (ONSS),
- de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL),
- de l'Office national de l'emploi (ONEm),
- de l'Agence fédérale des risques professionnels FEDRIS,
- de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI),
- l'Institut national d'assurance maladie et invalidité.

Il est à noter que les services d'inspection sociale feront l'objet d'une réforme en 2017, notamment avec l'intégration de l'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale au sein du service d'inspection de l'Office national de sécurité sociale le 1^{er} juillet 2017. Ce dernier doit dès lors pouvoir accéder aux mêmes banques de données à caractère personnel que l'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale. Par ailleurs, l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, l'institution de sécurité sociale compétente pour le recouvrement des cotisations des employeurs concernés, est dans l'intervalle intégré dans l'Office national de sécurité sociale.

B. BANQUES DE DONNÉES SOCIALES CONCERNÉES

Le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour

2.1. Le *Registre national des personnes physiques* est géré par le Service public fédéral Intérieur et comprend, pour toutes les personnes qui sont inscrites dans les registres de population et des étrangers, dans le registre d'attente et dans les registres tenus auprès des missions diplomatiques et des postes consulaires à l'étranger les données à caractère personnel suivantes (y compris les historiques): le numéro de registre national, le nom et les prénoms, le lieu et la date de naissance, le sexe, la nationalité, le lieu de résidence principale, le lieu et la date de décès, la profession, l'état civil et la composition du ménage.

2.2. Les *registres Banque Carrefour* comprennent, d'une part, le registre bis, et, d'autre part, le registre des radiés.

Le registre bis est une banque de données tenue par la Banque Carrefour et qui contient des données relatives à toutes les personnes physiques qui ne sont pas inscrites dans le Registre national mais dont les données d'identification minimale sont disponibles, ainsi que leurs historiques. Il s'agit des données suivantes : le

numéro bis, le nom et les prénoms, le lieu et la date de naissance, le sexe, la nationalité, l'adresse de paiement et de résidence, le lieu et la date de décès et l'état civil.

Le registre des radiés est également tenu par la Banque Carrefour et contient les données d'identification disponibles concernant toutes les personnes physiques qui ont été supprimées du Registre national suite à une radiation d'office et qui ont été transférées vers le registre bis.

Le registre d'attente

3. Le *registre d'attente* fait mention de la situation administrative des étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent à être reconnus comme réfugiés.

Par situation administrative, il y a lieu d'entendre les 14 éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté royal du 1^{er} février 1995 *déterminant les informations mentionnées dans le registre d'attente et désignant les autorités habilitées à les y introduire* :

- 1° la date à laquelle le statut de réfugié a été demandé et l'autorité auprès de laquelle cette demande a été introduite;
- 2° le domicile élu par le candidat réfugié en vertu de la loi du 15 décembre 1980 *sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*;
- 3° tout document d'identité ou autre susceptible d'être pris en considération pour établir l'identité du candidat réfugié;
- 4° les autres noms ou pseudonymes sous lesquels le candidat réfugié est également connu;
- 5° la date d'arrivée en Belgique et le pays de provenance;
- 6° les décisions concernant la demande du candidat réfugié et prises par le Ministre ou son délégué, par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides ou son adjoint et par la Commission permanente de recours des réfugiés;
- 7° les recours formés contre les décisions visées au 6° auprès du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, de la Commission permanente de recours des réfugiés, du Conseil d'État et, le cas échéant, des tribunaux de l'Ordre judiciaire, ainsi que les décisions, avis, jugements et arrêts rendus sur ces recours;
- 8° la date de notification ou de signification au candidat réfugié des décisions, avis, jugements et arrêts visés aux 6° et 7°;
- 9° le cas échéant, le lieu obligatoire d'inscription fixé par le Ministre ou par son délégué en application de la loi du 15 décembre 1980;
- 10° s'il échet, la date à laquelle une mesure d'éloignement du territoire a été prise, la date à laquelle elle a été notifiée au candidat réfugié, et la date à laquelle celui-ci a quitté effectivement le territoire;
- 11° le numéro de dossier attribué par l'Office des Étrangers;

- 12° le numéro personnel provisoire attribué au candidat réfugié par l'Office des Étrangers;
- 13° le cas échéant, la date à laquelle le statut de réfugié a été accordé et l'autorité qui a pris cette décision ou la date de désistement de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié;
- 14° l'adresse déclarée auprès de l'Office des Étrangers, du Commissariat général aux réfugiés et apatrides, des directeurs des centres d'accueil pour réfugiés et du Conseil d'Etat.

Le registre des cartes SIS

4. En vertu de l'article 40 de l'arrêté royal du 22 février 1998 *portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale*, la Banque Carrefour tient à jour un registre central des cartes d'identité sociale, destiné à organiser de manière sécurisée la délivrance, le renouvellement, le remplacement et l'utilisation des cartes d'identité sociale.

Ce registre comprend par carte SIS les informations suivantes : le NISS de l'intéressé, les types de groupes de données figurant sur la carte SIS, les dates de début et de fin de validité de la carte, le numéro logique de la carte, le numéro de série du microcircuit de la carte et le statut de la carte.

Le message électronique I706 permet d'obtenir une liste de toutes les cartes SIS distribuées à un NISS déterminé au cours de la période demandée ; le message I707 permet d'obtenir pour un NISS et un numéro de carte logique déterminés toutes les informations détaillées de la carte SIS concernée.

Banque de données DIMONA

5. La banque de données DIMONA contient, outre une série de données administratives, techniques et de suivi relatives à la « déclaration immédiate d'emploi », les données sociales à caractère personnel suivantes.

Des données d'identification relatives au travailleur: le NISS, le numéro logique de la carte SIS, le nom, le premier prénom, la première lettre du second prénom, le sexe, la date de naissance, le lieu de naissance, le pays de naissance, l'adresse et le pays, la rue, le numéro de maison, le code postal, la commune et le code pays.

Des données d'identification relatives à l'employeur (avec rubrique spécifique "employeur de l'étudiant"): le numéro d'immatriculation, l'indication selon laquelle il s'agit d'un numéro d'immatriculation à l'ONSS ou à l'ONSSAPL, le numéro unique d'entreprise, le NISS, la commission paritaire dont relève l'employeur, le code linguistique, la dénomination de l'employeur-personne morale, le nom et le prénom de l'employeur-personne physique, la forme juridique, le but social, l'adresse, le pays, l'entité partielle (lieu de l'occupation), le numéro de l'unité d'établissement, la catégorie de l'employeur, le numéro d'identification de

l'établissement principal du secrétariat social, le numéro d'identification de l'agence du secrétariat social et le numéro d'affiliation auprès du secrétariat social.

Des données d'identification relatives à l'utilisateur des services d'une agence d'intérim: le numéro d'immatriculation, le numéro unique d'entreprise, la dénomination de l'employeur-personne morale, le nom et le prénom de l'employeur-personne physique, l'adresse et le pays. En cas d'occupation de travailleurs intérimaires, c'est l'agence d'intérim qui effectue la déclaration DIMONA en sa qualité d'employeur vis-à-vis de l'ONSS. Cependant, l'occupation effective est réalisée par l'utilisateur. Ces données permettent d'identifier l'utilisateur du travailleur intérimaire.

Des données relatives à l'occupation et au contrat: la date d'entrée en service, la date de sortie de service, le numéro des cartes de contrôle C3.2A (secteur de la construction) et la qualité du travailleur salarié. Les dates d'entrée et de sortie de service constituent en réalité le contenu de la déclaration DIMONA. Les données relatives à la carte de contrôle C3.2A ne sont remplies que dans l'hypothèse d'une occupation dans le secteur de la construction et servent à contrôler le chômage temporaire. La qualité du travailleur a aussi été enregistrée dans la banque de données DIMONA à l'usage du secteur de la construction.

Le fichier du personnel des employeurs immatriculés à l'ONSS ou à l'ONSSAPL

- 6.1. Dans le fichier du personnel, géré conjointement par l'ONSS et l'ONSSAPL, sont enregistrés les employeurs inscrits chez ces derniers ; ce fichier est alimenté par les « *déclarations immédiates d'emploi* » (DIMONA).
- 6.2. Il contient les données sociales à caractère personnel suivantes :

Identification de l'employeur: le numéro d'immatriculation de l'employeur, l'indication selon laquelle il s'agit d'un numéro d'immatriculation à l'ONSS ou à l'ONSSAPL, le numéro unique d'entreprise de l'employeur et, le cas échéant, la dénomination de l'employeur qui occupe un étudiant.

Identification de l'utilisateur des services d'une agence d'intérim: le numéro d'immatriculation et la dénomination de l'utilisateur des services d'une agence d'intérim. En cas d'occupation d'intérimaires, la déclaration DIMONA est certes introduite par l'agence d'intérim, qui agit en tant qu'employeur, mais le client de l'agence d'intérim, auprès duquel l'occupation a lieu, doit également être connu.

Identification du travailleur: le NISS du travailleur, le nom et le prénom du travailleur, la date de naissance du travailleur, le sexe du travailleur, le code pays du travailleur et, le cas échéant, l'adresse et le code pays de l'étudiant.

Informations relatives à l'occupation: l'indication selon laquelle l'occupation a lieu auprès d'une entité partielle de l'employeur, le numéro d'unité d'établissement, la

date d'entrée en service du travailleur, la date de sortie de service du travailleur, le numéro de la commission paritaire dont relève le travailleur et la nature du travailleur (à blanc, apprenti, étudiant ou bénévole).

Informations administratives: le numéro DIMONA, le fait que le statut ait ou non été contrôlé, le code de la dernière déclaration (entrée en service, sortie de service, modification ou suppression) et le code de validation Oriolus.

Le fichier des déclarations DmfA

- 7.1.** Le fichier des déclarations DMFA (Déclaration Multifonctionnelle / Multifunctionele Aangifte) à l'ONSS et à l'ONSSAPL contient, outre quelques données administratives, les données sociales à caractère personnel suivantes relatives aux déclarations de sécurité sociale de l'employeur.
- 7.2.** *Données relatives à l'employeur (« bloc de données » déclaration de l'employeur):* l'année / le trimestre de la déclaration, le numéro d'immatriculation, l'indication de curatelle, le numéro unique d'entreprise, le montant net à payer et la date de début des vacances.

Données relatives au travailleur (bloc personne physique): le NISS du travailleur, le code de validation Oriolus, le nom et le prénom du travailleur, la première lettre du second prénom, la date de naissance, la commune du lieu de naissance, le code pays du lieu de naissance, le sexe, la rue, le numéro de l'adresse, la boîte postale, le code postal, la commune, le code pays, la nationalité et le numéro de la carte SIS.

Données relatives à la ligne travailleur (bloc ligne travailleur): le code travailleur, l'indice travailleur, les dates de début et de fin du trimestre ONSS ou ONSSAPL, la notion « travailleur frontalier », l'activité par rapport au risque et le numéro d'identification de l'unité locale.

Données relatives à l'occupation (bloc occupation de la ligne travailleur): le numéro d'occupation, les dates de début et de fin de l'occupation, le numéro de la commission paritaire, le nombre de jours par semaine du régime de travail, le type de contrat, le nombre moyen d'heures de prestation par semaine du travailleur de référence, le nombre moyen d'heures de prestation par semaine du travailleur, la mesure visant à la réorganisation du temps de travail, la mesure visant à la promotion de l'emploi, le statut du travailleur, la notion « pensionné », le type d'apprenti, le mode de rémunération, le numéro de fonction, la justification des jours, la classe du « personnel volant » et le paiement en dixièmes ou douzièmes.

Données relatives aux prestations (bloc prestations de l'occupation ligne travailleur): le numéro de la ligne prestation, le code de prestation, le nombre de jours de prestation, le nombre d'heures de prestation et le nombre de minutes de vol.

Données relatives aux rémunérations (bloc rémunération de l'occupation ligne travailleur): le code rémunération, la fréquence du paiement de la prime, le pourcentage de la rémunération sur base annuelle et le montant de la rémunération.

Données relatives à l'indemnité au cours d'une incapacité (AT-MP) (bloc indemnité AT-MP): la nature de l'indemnité, le degré d'incapacité et le montant de l'indemnité.

Blocs relatifs aux cotisations forfaitaires:

Données relatives aux travailleurs statutaires licenciés (bloc cotisation travailleur statutaire): le salaire brut de référence, la cotisation sur le salaire brut de référence, la référence « nombre de jours », les dates de début et de fin de la période de référence.

Données relatives au travailleur étudiant (bloc cotisation travailleur étudiant): le salaire de l'étudiant, la cotisation pour l'étudiant et le nombre de jours d'occupation d'un étudiant.

Données relatives à un travailleur prépensionné (bloc cotisation travailleur prépensionné): le code cotisation prépension, le nombre de mois pour lesquels l'employeur est redevable de la cotisation forfaitaire et le montant de la cotisation.

Données relatives au bloc « cotisation due pour la ligne travailleur » : le code travailleur cotisation, le type de cotisation, la base de calcul de la cotisation et le montant de la cotisation.

Données relatives au bloc « cotisation non liée à une personne physique » : indice travailleur, catégorie de l'employeur pour laquelle une cotisation non liée à une personne physique est due, la base de calcul de la cotisation et le montant de la cotisation.

Blocs relatifs aux réductions :

Données du bloc « détail données réduction ligne travailleur »: numéro de suite du détail réduction, le montant, le montant de la réduction demandée pour les données détaillées indiquées, le numéro d'enregistrement du règlement de travail, la date d'origine du droit et le temps de travail hebdomadaire moyen avant / après la réduction du temps de travail.

Données du bloc “détail données réduction occupation”: le numéro de suite du détail réduction, la date d'origine du droit et le temps de travail hebdomadaire moyen avant / après la réduction du temps de travail.

Données du bloc “réduction occupation”: le code réduction, la base de calcul de la réduction, le montant de la réduction, la date de début du droit à la réduction, le nombre de mois frais de gestion SSA, le NISS de la personne qui a ouvert le droit à la réduction, le NISS de la personne remplacée et l'origine de l'attestation.

Données du bloc “réduction ligne travailleur”: le code réduction, la base de calcul de la réduction, le montant de la réduction, la date de début du droit à la réduction, le nombre de mois frais de gestion SSA, le NISS de la personne qui a ouvert le droit à la réduction, le NISS de la personne remplacée et l’origine de l’attestation.

Le répertoire des employeurs

- 8.1.** L’ONSS et l’ONSSAPL tiennent tous deux un répertoire des employeurs dans lequel sont enregistrées les données d’identification de base relatives à chaque employeur, ainsi que l’indication de la catégorie d’employeur à laquelle il appartient.

Le répertoire des employeurs peut être consulté de différentes façons : d’une part, il est possible d’effectuer une recherche alphabétique sur base de la dénomination ou de l’adresse de l’employeur afin de connaître son numéro d’immatriculation ou son numéro unique d’entreprise (*messages électroniques L700 et L800*) et, d’autre part, il est possible de rechercher de plus amples informations sur l’employeur concerné à partir de son numéro d’immatriculation ou de son numéro unique d’entreprise (*message électronique L801*).

- 8.2.** Les messages électroniques L700 et L800 permettent de consulter les données sociales à caractère personnel suivantes : la dénomination de l’employeur, son adresse, son numéro d’immatriculation à l’ONSS ou à l’ONSSAPL et son numéro unique d’entreprise.
- 8.3.** Le message électronique L801 permet de recueillir les données sociales à caractère personnel suivantes relatives à un employeur.

Données d’identification: le numéro d’immatriculation à l’ONSS ou à l’ONSSAPL, le code indiquant s’il s’agit d’un employeur ONSS ou d’un employeur ONSSAPL, le nom et l’adresse du siège social, le code commune du siège social, le numéro d’identification du secrétariat social (actuel et ancien), la date de la curatelle et le nom et l’adresse du curateur/mandataire, l’adresse e-mail de l’employeur, l’identification du prestataire de services (NISS ou numéro unique d’entreprise et date d’affiliation), la forme juridique, le NISS, le type d’employeur, le numéro TVA et le code « secteur immobilier ».

Données administratives: le régime administratif, le régime linguistique, les dates d’inscription et de radiation, le trimestre d’affiliation, la date de la dernière mise à jour et le nombre de catégories d’employeurs trouvées (maximum 15).

Par catégorie d’employeur trouvée : la catégorie d’employeur, la date d’immatriculation, la date de radiation, les catégories d’origine et de destination, le code NACE, le code commune du siège d’exploitation, le code importance, le code régionalisation, le code décret linguistique, le code FFE, le code « apprentis exclusivement » et le nombre de transferts trouvés (maximum 10).

Par transfert trouvé : les numéros matricule initial et final, la date d'introduction du transfert et le motif du transfert.

Le fichier des déclarations de travaux

- 9.1.** En vertu de diverses législations, les entrepreneurs de travaux sont tenus de mettre certaines informations à la disposition des autorités. Il s'agit notamment de la déclaration de travaux à l'ONSS (l'entrepreneur auquel le commettant a fait appel, est tenu de communiquer à l'aide d'un formulaire C30bis/1 tous les renseignements nécessaires en vue d'estimer l'importance des travaux et en vue d'identifier le commettant et, le cas échéant, à quel stade que ce soit, les sous-traitants), la déclaration en matière de sécurité et d'hygiène au Comité national d'action pour la sécurité et l'hygiène dans le secteur de la construction (CNAC), la déclaration de chantiers temporaires ou mobiles, la notification de travaux de retrait de l'amiante, la notification de travaux en environnement hyperbare et la notification de travaux de sablage au Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.
- 9.2.** Ces informations sont enregistrées dans un fichier central, qui contient donc les données sociales à caractère personnel suivantes.

Données générales relatives au chantier: la localisation du chantier, les dates de début et de fin des travaux prévues par l'entrepreneur, la personne de contact pouvant fournir des informations complémentaires relatives au chantier et aux travaux.

Données relatives au maître d'ouvrage: la personne physique ou morale qui a passé un contrat avec un ou plusieurs entrepreneurs afin de réaliser des travaux sur un chantier.

Données relatives au déclarant initial du chantier: l'entrepreneur ou le maître d'œuvre chargé de l'exécution des travaux, la personne qui a conclu un contrat avec le maître d'ouvrage et qui s'engage à exécuter ou à faire exécuter pour un prix des travaux sur le chantier.

Le cas échéant, des données relatives aux chantiers temporaires ou mobiles: des informations complémentaires relatives au déclarant et aux sous-traitants (numéro TVA, numéro d'immatriculation à l'ONSS, données signalétiques, codes d'activité).

Le cas échéant, des données relatives aux travaux de retrait d'amiante: le nom du notifiant, le maître d'ouvrage (rue, numéro, code postal et commune), la localisation du chantier (rue, numéro, code postal et commune), les dates probables de début et de fin des travaux, la dénomination du laboratoire agréé, la dénomination du service externe de prévention et de protection, le nombre maximum de travailleurs sur le chantier (travailleurs occupés au retrait de l'amiante), le nom de la personne de contact du maître d'ouvrage, le responsable du plan de travail de l'entreprise agréée (nom et numéro de téléphone) et le responsable du chantier (nom et numéro de téléphone).

La banque de données « enregistrement des présences » (Check In At Work)

- 9.3.** Les articles 31bis à 31octies de la loi du 4 août 1996 *relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail* instaurent un système d'enregistrement des présences sur certains chantiers. Les acteurs concernés sont obligés d'enregistrer les personnes présentes sur le chantier à l'aide d'un appareil d'enregistrement spécial. Les inspecteurs sociaux peuvent, moyennant une délibération du Comité de sécurité de l'information, consulter les données du système d'enregistrement, les échanger entre eux et les utiliser dans le cadre de l'exercice de leurs missions.
- 9.4.** Les données suivantes sont plus précisément mises à la disposition dans la banque de données « enregistrement des présences » (Check In At Work) : le numéro de la déclaration, le numéro de l'accusé de réception, l'identité de la personne ayant effectué l'enregistrement, l'identité de la personne enregistrée, le numéro d'entreprise et la dénomination de l'entreprise pour laquelle travaille la personne enregistrée, le numéro d'entreprise de l'indépendant, la date et l'heure de l'enregistrement, la date de présence, le canal utilisé et le statut de l'enregistrement.

Le fichier GOTOT

- 10.1.** L'application GOTOT (*GrensOverschrijdende Tewerkstelling - Occupation Transfrontalière*) permet de demander des détachements de travailleurs à l'ONSS par la voie électronique.

Le détachement permet d'envoyer un travailleur au travail à l'étranger pour le compte de son employeur belge pour une période limitée, tout en maintenant ses droits dans le cadre la sécurité sociale belge. Moyennant un minimum de formalités, le travailleur évite ainsi de perdre ses droits ou d'être assujetti à deux systèmes. Grâce à GOTOT, il est possible d'obtenir facilement une autorisation de détachement auprès de l'ONSS : le demandeur reçoit directement un accusé de réception pour sa demande. Ensuite, après le contrôle de fond du dossier, les documents de détachement nécessaires sont envoyés à l'employeur belge.

- 10.2.** Le fichier GOTOT contient les données suivantes:

- nature, données d'identification et de contact (nom – adresse – téléphone – fax – adresse e-mail – numéro d'immatriculation ONSS / numéro d'entreprise) du demandeur du document de détachement (*employeur / travailleur / personne mandatée de l'employeur et/ou du travailleur*);
- les différentes possibilités du lieu d'occupation à l'étranger (entreprise – chantier – région – bateau de navigation intérieure – navire de mer) et, si possible, leur localisation (rue – commune – pays – eaux territoriales – port);
- la période et les modalités de la demande de détachement (commission paritaire – secteur privé ou non – qui paie le salaire durant le détachement);
- éléments d'identification (numéro NISS – n° de carte SIS – nom, prénom, nationalité) et l'adresse (rue, commune, pays) du travailleur détaché;

- données relatives à la relation de travail (date d'entrée en service auprès de l'employeur qui détache le travailleur, contrat écrit ou non avec l'entreprise qui reçoit le travailleur, l'entreprise qui reçoit le travailleur peut-elle le licencier, qui prend à charge l'éventuelle indemnité de licenciement ?).

Le répertoire général des travailleurs indépendants (RGTI)

10/1. Le répertoire général des travailleurs indépendants (RGTI), qui est géré par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI), comprend outre quelques données à caractère personnel administratives (telles que le numéro du message électronique et la date de création du message électronique), les données à caractère personnel suivantes :

- le numéro d'identification de la sécurité sociale de l'intéressé,
- le numéro d'entreprise de l'intéressé,
- le numéro d'identification de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants,
- le numéro d'entreprise de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants,
- la date d'affiliation auprès de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants,
- la date de début et de fin de l'activité indépendante,
- le statut de l'affiliation (pour chaque période de la carrière de l'intéressé),
- la catégorie de cotisation,
- la date de modification de la catégorie de cotisation.

La banque de données des attestations multifonctionnelles

10/2. Cette banque de données est gérée par le Service public de Programmation Intégration sociale. L'attestation multifonctionnelle est envoyée par un Centre public d'action sociale (CPAS) lors de l'ouverture, de la modification ou de l'annulation du dossier d'une personne ayant droit à un revenu d'intégration sociale. Elle contient, outre quelques données à caractère personnel administratives (telles que la date de création du message électronique, le numéro de l'attestation et la nature de l'attestation), les données suivantes:

- le numéro d'identification de la sécurité sociale de l'intéressé;
- le type d'allocation;
- la date de début et de fin de l'attestation;
- le numéro d'entreprise du CPAS concerné.

La banque de données e-PV

10/3. La banque de données e-PV ("procès-verbal électronique") contient des données à caractère personnel relatives aux infractions de droit social recueillies par les divers services d'inspection participants. Il s'agit d'une part de données à caractère personnel de base et d'autre part de données à caractère personnel complémentaires issues des

divers procès-verbaux définitifs. Les données à caractère personnel de base sont la date d'établissement du procès-verbal, le numéro du procès-verbal, l'indication selon laquelle le procès-verbal a été rédigé d'initiative ou sur demande, le nom de l'agent ou du service auquel il appartient, l'identité et l'adresse (du domicile ou du siège social) de toute personne soupçonnée d'être l'auteur d'une infraction et de toute personne tenue civilement responsable pour une infraction, éventuellement le nom et le numéro d'identification de la sécurité sociale des personnes concernées par une infraction et la qualification de l'infraction constatée. Les données à caractère personnel complémentaires, en ce compris les constatations reprises dans les procès-verbaux électroniques, sont uniquement accessibles dans la mesure où ces données présentent pour la personne effectuant la consultation un intérêt dans le cadre de l'exercice du contrôle dont elle est chargée ou de l'application de la législation. L'accès à la banque de données e-PV requiert une délibération préalable du Comité de sécurité de l'information (cela ne vaut toutefois pas pour l'accès aux données à caractère personnel des procès-verbaux établis par le propre service d'inspection).

10/4. Divers niveaux d'accès sont applicables.

La réglementation prévoit le libre échange de données à caractère personnel entre des services d'inspection pour les procès-verbaux qui sont établis d'initiative. Toutes les données à caractère personnel des procès-verbaux définitifs des autres services d'inspection peuvent ainsi être consultées, tant les données à caractère personnel de base que les données à caractère personnel complémentaires (le procès-verbal définitif signé, en format PDF, avec l'exposé des faits et les annexes).

Pour les procès-verbaux établis à la demande d'un auditeur du travail, d'un procureur du Roi ou d'un juge d'instruction, la libre consultation vaut uniquement pour les données à caractère personnel de base. Si un agent d'un service d'inspection souhaite consulter l'intégralité d'un procès-verbal en format PDF, il doit obtenir au préalable l'autorisation du magistrat concerné.

Finalement, l'auditeur du travail, le procureur du Roi ou le juge d'instruction peuvent exceptionnellement décider que certaines données à caractère personnel dont la consultation était initialement libre ne peuvent plus être consultées librement. Dès qu'un procès-verbal est ainsi placé sous embargo, il ne peut plus être consulté et les agents des services d'inspection autres que l'auteur n'ont même plus la possibilité de constater son existence.

10/5. La consultation de la banque de données e-PV est uniquement prévue pour les personnes ayant la fonction d'inspecteur social qui ont besoin des données à caractère personnel pour l'exécution de leurs missions respectives de contrôle du respect de la législation sociale. En vertu du Code pénal social, les inspecteurs sociaux disposent du droit général d'échanger mutuellement des données à caractère personnel pour l'exécution de leurs missions de contrôle. Le Code pénal social comporte également des dispositions spécifiques relatives à l'accès à la banque de données e-PV. Les services d'inspection précités sont explicitement mentionnés dans l'arrêté royal du 10

juillet 2013 portant exécution du chapitre 5 "Réglementation de certains aspects de l'échange électronique d'information entre les acteurs de la lutte contre le travail illégal et la fraude sociale" du titre 5 du livre 1er du Code pénal social comme instances qui peuvent accéder à la banque de données e-PV.

- 10/6.** L'inspecteur social qui souhaite réaliser une consultation doit fournir une justification en motivant cette consultation, ce qui permet de garantir que la consultation des données à caractère personnel confidentielles répond aux principes de finalité et de proportionnalité. Les consultations doivent en outre faire l'objet d'un logging. Finalement, toute instance autorisée à accéder à la banque de données e-PV doit être en possession d'une liste actualisée des personnes qu'elle a désignées pour exercer ce droit d'accès.

Banque de données des allocations de chômage (ONEm)

- 10/7.** L'ONEm enregistre des données à caractère personnel relatives aux allocations octroyées au chômeur : le NISS de l'intéressé, son nom et son prénom, la date de début, la date de fin, le type d'allocation et l'article d'indemnisation spécifique éventuel.
- 10/8.** Ces données à caractère personnel sont notamment importantes pour les inspecteurs sociaux dans le cadre du contrôle du travail au noir. Par ces contrôles, ils doivent pouvoir vérifier que les personnes présentes (ne) bénéficient (pas) d'allocations de l'ONEm en combinaison avec d'autres revenus professionnels.

Banque de données à caractère personnel des périodes de maladie indemnisées

- 10/9.** Cette banque de données à caractère personnel contient les données à caractère personnel suivantes : l'identité de l'assuré social, le trimestre, la nature de l'incapacité, la date de début et de fin de la période d'incapacité de travail (par code nature de l'incapacité), le nombre de jours non-indemnisés dans la semaine de six jours pour le trimestre (par code nature de l'incapacité), le type d'allocation (normale, travail adapté, à déterminer) et la nature de l'allocation (complète, restreinte, allocation de zéro euro, à déterminer).
- 10/10.** Un grand nombre d'institutions de sécurité sociale ont déjà été autorisées, par la délibération n° 02/110 du 3 décembre 2002, à traiter les données à caractère personnel précitées pour la réalisation de leurs missions.

Données à caractère personnel relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens

- 10/11.** Suite à la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale, une exonération sociale et fiscale est applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 pour les revenus résultant de certaines activités dans le cadre du travail associatif et des services occasionnels entre citoyens dans la mesure où ces revenus

ne dépassent pas un plafond déterminé. Pour que le régime favorable soit applicable, ces activités doivent être réalisées à côté d'une activité professionnelle habituelle et à titre principal et elles ne peuvent pas y être liées.

- 10/12.** Pour bénéficier de l'exonération, les organisations qui emploient (dans le cas du travail associatif) ou les citoyens qui rendent des services (dans le cas des services occasionnels entre citoyens) doivent au préalable introduire une déclaration électronique. Les données à caractère personnel suivantes relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens sont dès lors disponibles auprès de l'ONSS : le numéro d'identification des parties concernées (le numéro d'identification de la sécurité sociale et le numéro d'entreprise), le nom et le prénom de la personne concernée par la déclaration, le sexe, la date de naissance, le lieu de naissance, l'adresse complète, les revenus ou rémunérations (éventuellement périodiquement ou par mois/année) et par activité le type, la nature, la période (date de début et date de fin), le numéro de la déclaration, la date d'enregistrement et le statut (en cours de traitement, accepté, annulé, refusé).

Le répertoire des polices d'accidents du travail (FEDRIS)

- 10/13.** Le répertoire des polices d'accidents du travail de FEDRIS contient (notamment) les données suivantes (outre quelques données purement administratives).

Concernant les assureurs: le numéro d'identification, la dénomination, l'adresse, la personne à contacter, le numéro de téléphone, le courriel, la date de début, la date de fin, le nombre de polices créées et le nombre de polices actives.

Concernant les polices (spécifiquement): le numéro d'identification de l'assureur, le numéro du contrat, le statut, le code travailleur, l'identité de l'employeur, les dates pertinentes et l'assureur/la police d'origine/la destination.

Concernant les polices (de manière générale): le numéro d'identification de l'assureur, les dates pertinentes et le nombre total de polices créées, actives, suspendues, réentrées en vigueur et résiliées.

Concernant les anomalies: le numéro d'identification de l'assureur, le numéro du contrat, l'identité de l'employeur, la nature, l'origine, le numéro d'ordre, les dates pertinentes, le statut de suivi et le collaborateur concerné.

Concernant les catégories non soumises à la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971: l'indice de la catégorie, la date de début du non-assujettissement et la date de fin du non-assujettissement.

- 10/14.** Les services d'inspection précités souhaitent accéder à certains renseignements relatifs aux entreprises au sens de l'article III.16 du Code de droit économique du 28 février 2013 (identifiées au moyen de leur numéro d'entreprise). Toutes les entreprises établies en Belgique occupant du personnel et toutes les entreprises

établies à l'étranger ayant leur siège d'exploitation en Belgique peuvent faire l'objet d'un contrôle (le champ d'application de la réglementation relative aux accidents du travail est identique à celui de la sécurité sociale pour les travailleurs salariés).

- 10/15.** La consultation aurait lieu de manière ad hoc, dans le cadre d'une investigation (généralement plus large) par les inspecteurs sociaux. Ceux-ci pourraient donc vérifier dans la banque de données de FEDRIS si une ou plusieurs polices d'accidents du travail en cours sont connues pour l'entreprise concernée ainsi qu'à quelle catégorie de travailleurs celles-ci ont trait.
- 10/16.** La dénomination de l'organisme d'assurance auprès duquel l'employeur est assuré contre les accidents du travail et le numéro de la police d'assurance constituent des éléments qui, en vertu de l'arrêté royal du 8 août 1980 *relatif à la tenue des documents sociaux* doivent être énoncés sur le compte individuel et facilitent le contact éventuel avec l'assureur. L'inspecteur peut évaluer au moyen des dates de début et de fin si la police est (encore) valable. Le type de travailleur (ouvrier ou employé) est important puisque le contrôleur doit pouvoir contrôler les polices pour les deux types de travailleur. Le numéro d'anomalie ainsi que le tableau de sa description permettent à l'inspecteur de constater que la police a été supprimée, suspendue ou résiliée ou que des dates ont été modifiées, La date de la dernière adaptation des données indique dans quelle mesure les données sont récentes (et donc fiables).

Le cadastre des pensions

- 10/17.** Le cadastre des pensions visé à l'article 9bis de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, est géré par le Service fédéral des Pensions et contient les données à caractère personnel relatives aux avantages légaux et complémentaires tenant lieu de pension. Les organismes qui paient ces avantages de pension sont tenus d'en faire la déclaration.
- 10/18.** Dans leur demande, les inspecteurs sociaux reprennent, le cas échéant, les éléments suivants: le numéro d'identification de la sécurité sociale de la personne concernée, la date de début, la date de fin, le (premier, deuxième) pilier (ou les deux) et la période de consultation (période de référence). Ceux-ci sont aussi repris dans la réponse.
- 10/19.** Les données à caractère personnel suivantes sont disponibles dans le cadastre des pensions pour les inspecteurs sociaux: le numéro d'entreprise, la dénomination et le numéro d'affiliation de l'organisme de pension, le pilier applicable (pension légale ou pension complémentaire), le code avantage, la périodicité, le numéro du dossier de pension, la date de début de la pension, la date de début du droit de pension, le type de pension (pension de retraite, pension de survie, ...), la situation administrative du bénéficiaire (travailleur salarié, travailleur indépendant, ...), le type d'employeur contractant (secteur privé ou secteur public), le code charge de famille (avec ou sans charge de famille), la nature de l'avantage (pension légale, pension extralégale, ...), le code isolé/ménage, l'origine du droit (national, étranger, supranational), la date de

fin du droit et la description des anomalies éventuelles. La consultation porte donc uniquement sur les *droits de pension* et non sur les *paiements de pension*.

- 10/20.** Seule l'inspection de l'ONSS a accès aux informations relatives aux pensions complémentaires. Les cotisations à une assurance groupe (deuxième pilier des pensions) sont considérées comme un salaire et sont par conséquent soumises à des cotisations ONSS, qui doivent être mentionnées dans la DMFA. Les inspecteurs compétents de l'ONSS peuvent réaliser un contrôle croisé en la matière au moyen des données à caractère personnel relatives aux cotisations pour une assurance groupe et de leurs propres données à caractère personnel de la DMFA. Par ailleurs, depuis 2012, une cotisation spéciale de sécurité sociale, appelée cotisation Wijninckx (du nom de l'ancien ministre des Pensions, Jos Wijninckx), est applicable aux primes versées pour les pensions élevées du deuxième pilier. Initialement, les employeurs et les sociétés payaient cette cotisation pour les travailleurs et les indépendants pour lesquels le total des primes versées pour le deuxième pilier des pensions était supérieur à 30.000 euros (un montant qui était adapté annuellement). Après une période de mesures transitoires, le régime définitif est en vigueur depuis 2019. Celui-ci ne tient plus uniquement compte des primes versées au cours de l'année écoulée, mais bien des réserves totales acquises des pensions complémentaires du deuxième pilier, constituées comme travailleur ou comme indépendant. La cotisation spéciale de sécurité sociale, à payer à l'ONSS, est due si la somme de la pension légale et de la pension complémentaire de la personne concernée dépasse l'« objectif de pension » légal. Ce seuil est égal à la pension légale maximale du secteur public au 1^{er} janvier de l'année précédente. L'ONSS a constaté que si des irrégularités se manifestent au niveau de l'assurance groupe dans une organisation, il est aussi très souvent question d'irrégularités à d'autres niveaux. Par ailleurs, une partie du personnel bénéficie parfois d'une assurance groupe plus élevée tandis que l'autre partie du personnel reçoit une assurance groupe moins élevée, qui n'est pas déclarée. À l'heure actuelle, les inspecteurs de l'ONSS demandent d'habitude la comptabilité pour en déduire les montants bruts payés. Toutefois, ceci est contraignant pour l'employeur et implique beaucoup de travaux de recherche pour l'inspecteur.
- 10/21.** Pendant l'exécution de leurs contrôles dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, les inspecteurs entrent en contact avec des personnes bénéficiant de différents types de statuts. Il est important pour eux de déterminer rapidement le statut exact des personnes contrôlées, étant donné que la poursuite de leur examen en dépend. Il est donc essentiel que les personnes qui affirment être pensionnées soient effectivement identifiées comme telles.
- 10/22.** L'accès au cadastre des pensions dans le chef des inspecteurs concernés interviendrait au moyen de l'application web DOLSIS.

C. LES SERVICES D'INSPECTION SOCIALE DEMANDEURS ET L'ÉTENDUE DE L'ACCÈS DEMANDÉ PAR CHACUN D'ENTRE EUX¹

La Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

11.1. Le service d'inspection de la Direction générale Contrôle des lois sociales, qui est composé d'une direction centrale à Bruxelles et de quarante directions extérieures, a comme missions de base de veiller au respect correct des conditions salariales et de travail (principalement des travailleurs du secteur privé, mais aussi en partie des travailleurs du secteur public, notamment en ce qui concerne la protection du salaire et la durée du travail) et de fournir des renseignements et des avis concernant l'application correcte des conditions salariales et de travail.

11.2. Ces missions sont réalisées à l'aide de quelques actions concrètes régies par les diverses dispositions légales et réglementaires, à savoir :

- la lutte contre la fraude sociale (contrôle quant à la tenue des documents sociaux, l'occupation de travailleurs étrangers, le travail à temps partiel et la durée du travail, les pratiques des pourvoyeurs de main-d'œuvre, ...),
- la protection des conditions salariales et de travail (contrôle relatif à la protection de la rémunération, le salaire minimal garanti, les jours fériés, les lois relatives au travail, les conventions collectives de travail, ...),
- le contrôle de l'organisation et du fonctionnement de la concertation sociale (contrôle concernant le fonctionnement du conseil d'entreprise, la délégation syndicale, les élections sociales, les conciliations, ...),
- la surveillance de l'égalité de traitement entre les travailleurs et la lutte contre la discrimination, la promotion de l'emploi (contrôle concernant les conventions de premier emploi, les centres de coordination, le maribel social, l'insertion de travailleurs handicapés, ...) et,
- la réalisation de plusieurs enquêtes administratives spécifiques (contrôle concernant l'enregistrement des entrepreneurs, le dépôt des règlements de travail, la fixation de la compétence des commissions paritaires, ...).

La base juridique avancée pour les inspecteurs sociaux ici concernés est la loi du 16 novembre 1972 *concernant l'inspection du travail*.

12.1. Le service d'inspection de la Direction générale Contrôle des lois sociales souhaite avoir accès aux banques de données sociales suivantes :

- le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour,
- le registre d'attente,
- le registre des cartes SIS,
- la banque de données DIMONA (ONSS et ONSSAPL),
- le fichier des déclarations DMFA (ONSS et ONSSAPL),

¹ Tels que présentés par le rapport d'auditorat.

- le fichier Gotot,
- la banque de données e-PV ;
- la banque de données des allocations de chômage ;
- la banque de données des attestations multifonctionnelles ;
- les données relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens ;
- le répertoire des polices d'accidents du travail
- le Répertoire général des travailleurs indépendants ;
- le Cadastre des pensions.

12.2. Ce service demande également la prolongation de l'autorisation temporaire du 8 juin 2004 accordée par le Comité sectoriel de la sécurité sociale en ce qui concerne les banques de données suivantes :

- le fichier électronique du personnel (RIP) (ONSS et ONSSAPL),
- le répertoire des employeurs (ONSS et ONSSAPL) ;
- les déclarations de travaux.

12.3. Cette consultation devrait, selon le rapport d'auditorat, pouvoir être réalisée par l'inspecteur social depuis son domicile, à partir de tout endroit en Belgique où des personnes sont occupées, à partir d'un service extérieur régional ou à partir de la direction centrale.

La Direction générale Contrôle du Bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale

12.4. La Direction générale Contrôle du Bien-être au travail est composée d'une direction centrale à Bruxelles et de 8 directions régionales. Ses inspecteurs sociaux sont chargés du contrôle du bien-être des travailleurs (sécurité, santé, hygiène, ergonomie et aspects psychosociaux) auprès de chaque employeur et à tout endroit où sont occupés des travailleurs (tant dans le privé que dans le secteur public) et de la lutte contre la fraude sociale. Sa mission peut avoir un caractère répressif (droit de donner des avertissements, imposer des délais au contrevenant de sorte que ce dernier puisse se mettre en règle, rédiger des procès-verbaux de contravention qui s'appliquent jusqu'à preuve du contraire). Sa mission est effectuée conformément au Code pénal social. Lors de l'exécution de sa mission, une identification précise des personnes impliquées dans une contravention (tant les employeurs, leurs préposés et mandataires, que les travailleurs) est requise.

12.5. La Direction générale Contrôle du Bien-être au travail souhaite accéder aux banques de données sociales suivantes:

- au Registre national des personnes physiques et aux registres Banque Carrefour;
- à la banque de données DIMONA (ONSS et ONSSAPL);
- au répertoire des employeurs ;

- à la banque de données e-PV ;
- à la banque de données des allocations de chômage ;
- à la banque de données des attestations multifonctionnelles ;
- au répertoire des polices d'accidents du travail.

Lors de l'exécution de leur mission de contrôle au sein des entreprises et sur les chantiers, les inspecteurs sociaux doivent prendre connaissance de la liste des travailleurs occupés par l'employeur concerné. Dans le cadre du contrôle des services internes de prévention et de protection au travail et des comités de prévention et de protection au travail, ils ont besoin de l'effectif exact de l'employeur. Devraient donc pouvoir être consultées les données suivantes: le numéro d'entreprise de l'employeur, le numéro d'identification de la sécurité sociale du travailleur, le nom et le prénom du travailleur, la date de début et la date de fin de l'occupation.

L'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale

- 13.1.** L'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale, qui se compose également d'une administration centrale et de directions locales, contrôle l'application des diverses dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité sociale des travailleurs salariés.

La lutte contre la fraude sociale et contre le travail au noir constituent deux de ses activités principales. A cet effet, les inspecteurs et contrôleurs sociaux effectuent non seulement des contrôles auprès des employeurs et sur les lieux de travail, mais ils rendent également visite aux travailleurs et aux personnes bénéficiaires d'allocations de sécurité sociale, aux différentes institutions (publiques et coopérantes) de sécurité sociale et aux secrétariats sociaux agréés.

- 13.2.** Le service est donc compétent pour tout ce qui concerne :
- le régime général de la sécurité sociale des travailleurs salariés (immatriculation auprès de l'organisme chargé de la perception des cotisations de sécurité sociale et déclaration des rémunérations assujettissables à ces organismes précités),
 - les allocations familiales,
 - les accidents du travail,
 - l'assurance maladie invalidité,
 - les vacances annuelles,
 - la tenue des documents sociaux,
 - le contrôle des dérogations aux horaires des travailleurs à temps partiel,
 - la surveillance de la réglementation en matière d'occupation illégale de travailleurs étrangers.

L'Inspection sociale est encore compétente en matière :

- d'enregistrement et de radiation de l'enregistrement des entrepreneurs,
- de responsabilité solidaire des cocontractants vis-à-vis des dettes sociales de l'entrepreneur non enregistré et,

- d'obligations des entrepreneurs principaux et de leur responsabilité solidaire pour les dettes sociales et salariales de leurs sous-traitants.

Outre les enquêtes habituelles, l'Inspection sociale a reçu pour mission d'axer ses contrôles en vue de renforcer la lutte contre la traite des êtres humains, de combattre l'ingénierie sociale dans les grandes entreprises et de mettre fin aux pratiques des entreprises étrangères qui enfreignent les législations sur le détachement des travailleurs.

L'Inspection sociale est également chargée du contrôle de l'affiliation des assurés sociaux auprès de l'INASTI, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, le travail au noir et les faux travailleurs indépendants. Lorsqu'au cours d'une enquête, une personne prétend qu'elle travaille comme indépendant, l'Inspection sociale doit pouvoir vérifier si elle est effectivement connue auprès de l'INASTI et si elle a effectivement payé ses cotisations de sécurité sociale. Elle doit, en outre, vérifier que la personne déclarée comme travailleur ne cumule pas ces revenus avec des allocations sociales.

- 13.3.** Enfin, l'Inspection sociale est compétente pour surveiller l'application de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 *concernant la sécurité sociale des travailleurs*. En vertu de cette disposition, certains employeurs (État, Communautés, Régions, R.T.B.F., ...) ne doivent pas déclarer à la sécurité sociale certains travailleurs (actifs dans le milieu socio-culturelle et sportif) et ce à condition que l'occupation ne dépasse pas 25 jours de prestations et qu'une déclaration préalable de l'occupation soit transmise à l'Inspection sociale.

A partir du 1^{er} janvier 2010, cette déclaration devra avoir lieu de manière électronique. Cela permettra aux employeurs concernés de transmettre cette déclaration par la voie électronique (via le portail de la sécurité sociale) et de consulter les déclarations qu'ils ont encodées.

- 13.4.** Ces missions peuvent avoir un caractère répressif (droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai pour se mettre en règle, pouvoir de dresser des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire), mais elles peuvent également être des missions d'information des employeurs, des travailleurs, des allocataires sociaux, concernant l'application de la législation sociale. La loi du 16 novembre 1972 *concernant l'inspection du travail* accorde de larges pouvoirs en la matière.

- 14.1.** L'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale souhaite avoir accès aux banques de données sociales suivantes :

- le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour,
- le registre d'attente,
- le registre des cartes SIS,
- la banque de données DIMONA (ONSS et ONSSAPL),

- le fichier des déclarations DMFA (ONSS et ONSSAPL),
- le fichier Gotot,
- le fichier RGTI (INASTI),
- la banque de données des attestations multifonctionnelles,
- la banque de données « enregistrement des présences »,
- la banque de données e-PV ;
- la banque de données des allocations de chômage (ONEm)

14.2. Ce service demande également la prolongation de l'autorisation temporaire du 8 juin 2004 accordée par le Comité sectoriel de la sécurité sociale en ce qui concerne les banques de données suivantes :

- le fichier électronique du personnel (RIP) (ONSS et ONSSAPL),
- le répertoire des employeurs (ONSS et ONSSAPL) ;
- les déclarations de travaux.

14.3. Cette consultation devrait, selon le rapport d'auditorat, pouvoir être réalisée par l'inspecteur social depuis son domicile, à partir de tout endroit en Belgique où des personnes sont occupées, à partir d'un service extérieur régional ou à partir de la direction centrale.

Le service d'inspection de l'ONSS

15. Le service d'inspection de l'ONSS a une importante fonction de soutien, qui est en relation directe avec les missions fondamentales et le fonctionnement de l'ONSS.

Il contribue à la réalisation efficace des missions de l'organisme, notamment un recouvrement rapide et correct des cotisations de sécurité sociale (contrôler sur place les déclarations DIMONA et DMFA introduites, contrôle des secrétariats sociaux, traitement des anomalies DMFA et DIMONA), l'enregistrement rapide des données relatives aux salaires et au temps de travail et informer les employeurs, leurs travailleurs, préposés et mandataires, notamment auprès des antennes régionales.

En vue de réaliser ses missions, le service d'inspection de l'ONSS effectue des investigations concernant l'obligation de tout employeur assujéti de s'inscrire auprès de l'ONSS et de faire une déclaration en justifiant les cotisations dues, l'instauration d'une déclaration immédiate de l'emploi, les secrétariats sociaux, ...

Par ailleurs, l'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale a été intégrée dans le service d'inspection de l'ONSS le 1^{er} juillet 2017. Le service d'inspection (réformé) de l'ONSS doit dès lors avoir accès aux mêmes banques de données à caractère personnel que l'inspection sociale (transférée) du Service public fédéral Sécurité sociale.

16.1. Le service d'inspection de l'ONSS souhaite avoir accès aux banques de données sociales suivantes :

- le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour,
- le registre d'attente,
- le registre des cartes SIS,
- la banque de données « enregistrement des présences »,
- le fichier RGTI (INASTI),
- la banque de données des allocations de chômage (ONEm),
- la banque de données des attestations multifonctionnelles,
- la banque de données e-PV,
- le répertoire des polices d'accidents du travail,
- le cadastre des pensions.

16.2. Ce service demande également la prolongation de l'autorisation temporaire du 8 juin 2004 accordée par le Comité sectoriel de la sécurité sociale en ce qui concerne les banques de données suivantes :

- le fichier électronique du personnel (RIP) (ONSS et ONSSAPL),
- le répertoire des employeurs (ONSS et ONSSAPL) ;
- les déclarations de travaux.

16.3. Cette consultation devrait, selon le rapport d'auditorat, pouvoir être réalisée par l'inspecteur social depuis son domicile, à partir de tout endroit en Belgique où des personnes sont occupées, à partir d'un service extérieur régional ou à partir de la direction centrale.

Le service d'inspection de l'ONSSAPL

17. La mission de contrôle du service d'inspection se situe à deux niveaux : d'une part, les cotisations et déclarations de sécurité sociale et, d'autre part, le paiement des allocations familiales.

Par ailleurs, le service d'inspection exerce une fonction de service, à savoir fournir des renseignements concernant les matières précitées.

Enfin, le service d'inspection est régulièrement amené à établir sur place et aux frais de l'employeur affilié concerné, des déclarations d'office (sur formulaires papier), lorsqu'une administration ne peut ou ne veut pas se charger elle-même de l'établissement d'une déclaration.

18. Le service d'inspection de l'ONSSAPL souhaite avoir accès aux banques de données sociales suivantes :

- le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour,
- le registre des cartes SIS,
- la banque de données DIMONA,
- le fichier électronique du personnel (RIP),
- le répertoire des employeurs,

- le fichier des déclarations DMFA.

18.2. Les consultations auraient lieu à partir de plusieurs ordinateurs fixes au siège central de l'ONSSAPL.

Le service d'inspection de l'ONEm

19.1. Chacun des trente bureaux de chômage (dix-neuf en Flandre, dix en Wallonie et un à Bruxelles) dispose de plusieurs contrôleurs sociaux. Le directeur de chaque bureau de chômage est responsable de la politique de maintenance dans sa circonscription administrative.

Par ailleurs, la Cellule anti-fraude fédérale (CAFF), qui est installée à l'administration centrale de l'ONEm et qui est chargée d'analyser les mécanismes de fraude organisée, dispose également de quelques contrôleurs sociaux.

La direction Audit interne et Accompagnement de l'administration centrale de l'ONEm mesure les activités des services de contrôle et de la CAFF.

19.2. Les missions de base des inspecteurs sociaux portent sur la surveillance de l'application de la réglementation en matière:

- de chômage (contrôler les informations figurant sur la preuve de travail et de chômage C4, contrôler si des allocations n'ont pas été sollicitées après une reprise du travail, ...),
- d'interruption de carrière (contrôler si le travailleur était effectivement en service auprès de l'employeur avant la demande d'interruption de carrière, contrôler si la personne qui a bénéficié de l'interruption de carrière a repris le travail en demandant les périodes d'occupation, contrôler s'il n'y a pas un cumul entre la pension et les allocations d'interruption, ...),
- de prépension et de mesures favorisant l'emploi (contrôler le nombre de travailleurs en service, contrôler si l'employeur respecte son engagement de ne pas remplacer les travailleurs en service par des travailleurs employés dans le cadre d'une mesure favorisant l'emploi, ...).

20.1. Le service d'inspection de l'ONEm souhaite avoir accès aux banques de données sociales suivantes :

- le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour,
- le registre d'attente,
- la banque de données DIMONA (ONSS et ONSSAPL),
- le fichier des déclarations DMFA (ONSS et ONSSAPL),
- le fichier GOTOT ;
- la banque de données « enregistrement des présences »,
- la banque de données e-PV ;
- la banque de données des attestations multifonctionnelles ;
- le fichier RGTI (INASTI) ;
- la banque de données à caractère personnel des périodes de maladie indemnisées ;

- les données relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens ;
 - le cadastre des pensions.
- 20.2.** Ce service demande également la prolongation de l'autorisation temporaire du 8 juin 2004, accordée par le Comité sectoriel de la sécurité sociale en ce qui concerne les banques de données suivantes :
- le fichier électronique du personnel (RIP) (ONSS et ONSSAPL),
 - le répertoire des employeurs (ONSS et ONSSAPL) ;
 - les déclarations de travaux.
- 20.3.** Cette consultation devrait, selon la demande, pouvoir être réalisée par l'inspecteur social depuis son domicile, à partir de tout endroit en Belgique où des personnes sont occupées, à partir d'un service extérieur régional ou à partir de la direction centrale.
- 20.4.** Le fichier RGTI et la banque de données à caractère personnel des périodes de maladie indemnisées seraient également consultés par certains collaborateurs administratifs de l'ONEm, dans le cadre de la lutte contre la fraude aux allocations. Actuellement, ils ont uniquement accès aux données à caractère personnel des assurés sociaux qui ont été intégrés par l'ONEm dans le répertoire des références de la Banque Carrefour de la sécurité sociale (les personnes avec un dossier de chômage ou un dossier d'interruption de carrière / crédit-temps). Or, pour la réalisation d'examens préliminaires pour les inspecteurs et les contrôleurs de l'ONEm, ils devraient pouvoir disposer des mêmes possibilités d'accès que ces derniers. En vue de lutter efficacement contre la fraude, ils établiraient des rapports détaillés permettant aux inspecteurs et contrôleurs d'effectuer leurs examens sur le terrain de manière ciblée. Les collaborateurs administratifs chargés des examens préliminaires consulteraient aussi la banque de données des attestations multifonctionnelles afin de contrôler le statut des chômeurs. Une personne qui constitue un ménage de fait avec un travailleur n'est pas considéré comme financièrement à charge de ce travailleur lorsqu'il bénéficie d'un revenu d'intégration sociale ou d'une aide financière du CPAS. Les collaborateurs de l'ONEm doivent donc pouvoir contrôler si les membres du ménage d'un chômeur sont connus auprès d'un CPAS et s'ils bénéficient d'une allocation (et dans l'affirmative, à partir de quelle date).

Le Comité de sécurité de l'information souligne que les mesures de sécurité et les procédures de contrôle mentionnées ci-après s'appliquent aussi intégralement à ces collaborateurs administratifs.

Le service d'inspection du FAT

- 21.** Le service d'inspection du FAT - qui ne dispose pas d'antennes régionales - a comme mission de base la réalisation de contrôles auprès des employeurs et des compagnies d'assurances. Les inspecteurs sociaux et les contrôleurs sont chargés du contrôle de l'exécution de la loi du 10 avril 1971 *relative aux accidents du travail*, sur la base de l'article 87 de cette loi. Sans préjudice des dispositions de cette loi, ces personnes

exercent ce contrôle conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

22.1. Le service d'inspection du FAT souhaite avoir accès aux banques de données sociales suivantes :

- le Registre national des personnes physiques et les registres Banque Carrefour,
- la banque de données DIMONA (ONSS et ONSSAPL),
- le fichier électronique du personnel (RIP) (ONSS et ONSSAPL),
- le fichier des déclarations DMFA (ONSS et ONSSAPL),
- la banque de données Gotot.

Cet accès s'inscrit dans le cadre de la mission de contrôle relative aux employeurs (contrôle de l'obligation d'assurance, de l'affiliation d'office, du devoir de déclaration des accidents, ...).

22.2. Les consultations auraient lieu à partir de plusieurs ordinateurs fixes au siège central du FAT.

La Direction de la Concurrence loyale de l'INASTI

22.3. La Direction de la Concurrence loyale est chargée d'une série de missions de contrôle sur le plan de l'adhésion des travailleurs indépendants et dispose à cet effet de contrôleurs et inspecteurs sociaux et de personnel administratif de soutien. Elle exerce son contrôle conformément aux dispositions du Code pénal social. Elle vérifie si les personnes qui sont censées adhérer à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants respectent cette obligation.

22.4. Dans le cadre de la réalisation de ses missions, elle souhaite accéder au répertoire des polices d'accidents du travail (géré par FEDRIS) et au cadastre des pensions (géré par le Service fédéral des pensions) au moyen de l'application web DOLSIIS.

L'Institut national d'assurance maladie-invalidité

22.5. Divers services de l'Institut national d'assurance maladie et invalidité ont déjà accès au cadastre des pensions, en application de la délibération n° 07/62 du 6 novembre 2007 du Comité de sécurité de l'information (qui a dans l'intervalle été modifiée à plusieurs reprises). Ils souhaitent pouvoir traiter les données à caractère personnel du cadastre des pensions au moyen de l'application web DOLSIIS.

D. EXAMEN DE LA DEMANDE

23. Diverses dispositions légales et réglementaires confèrent aux inspecteurs et contrôleurs sociaux de larges pouvoirs en matière de collecte de données dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

La loi du 16 novembre 1972 *concernant l'inspection du travail* détermine les attributions des fonctionnaires qui relèvent de l'autorité des Ministres ayant dans leurs attributions l'emploi et le travail, la prévoyance sociale, la santé publique et les affaires économiques et qui sont chargés de surveiller le respect de la législation relative à l'hygiène et la médecine du travail, la protection du travail, la réglementation et les relations du travail, la sécurité du travail, la sécurité sociale et l'assistance sociale. En vertu de cette loi, les institutions publiques et coopérantes de sécurité sociale sont tenues, vis-à-vis des inspecteurs sociaux et à leur demande, de leur fournir tous renseignements, ainsi que de leur produire, pour en prendre connaissance, tous livres, registres, documents, disques, bandes ou n'importe quels autres supports d'information et de leur en fournir des extraits, des duplicata, des impressions, des listages, des copies ou des photocopies que ces derniers estiment utiles à la surveillance du respect des législations dont ils sont chargés.

Il est en outre fait référence au Code social pénal, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2011 et qui, de manière générale, confirme les compétences prévues dans la loi précitée du 16 novembre 1972. Le titre 2 du livre 1 du Code pénal social règle les compétences des inspecteurs sociaux. Ils exercent leurs missions dans le respect des principes de finalité (article 18) et de proportionnalité (article 19), ils ont accès aux lieux de travail (article 23) et peuvent collecter des informations (article 25). Par ailleurs, ils peuvent sous certaines conditions se procurer accès à des informations (articles 28 et 29) et en prendre des copies (article 34). Ils peuvent en outre communiquer des informations à d'autres administrations (article 54) et demander la communication d'informations à d'autres administrations (article 55).

24. Par la délibération n° 99/83 du 10 août 1999, les institutions de sécurité sociale ont été autorisées par le Comité de surveillance, de manière générale, à communiquer des données sociales à caractère personnel aux services d'inspection sociale. Le Comité de surveillance a néanmoins souligné que cette autorisation était uniquement valable pour les communications spécifiques sur support papier et que les communications par la voie électronique, comme tel est le cas en l'espèce, devaient faire l'objet d'une autorisation spécifique.
25. L'examen qui suit examine, pour chaque banque de données concernée par les demandes, le respect des principes de finalité (limitation de la finalité) et de proportionnalité (minimisation des données).

Le Registre national des personnes physiques et les registres de la Banque Carrefour de la sécurité sociale

- 26.1. Les différents services d'inspection visés sub C souhaitent consulter des données du registre national des personnes physiques et des registres de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Ces données seraient indispensables dans le cadre d'examens visant à identifier et à localiser de façon précise « une personne contrôlée faisant l'objet d'un dossier

relevant de la compétence d'un service d'inspection », afin de pouvoir rédiger, le cas échéant, un pro-justitia contre cette personne conformément à la loi du 16 novembre 1972 *concernant l'inspection du travail*.

- 26.2.** D'une part, tous les services d'inspection demandeurs souhaitent avoir accès aux données du Registre national des personnes physiques. Il s'agit principalement des données suivantes : le numéro de registre national, le nom et le prénom, la date et le lieu de naissance, les données relatives à l'adresse (et les historiques) et la composition du ménage.

A cet effet, sont invoquées les bases légales suivantes.

Un arrêté royal du 12 août 1985 autorise certaines autorités du Ministère de la Prévoyance sociale (l'ancienne dénomination du Service public fédéral Sécurité sociale) à faire usage du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques et un autre arrêté royal du 12 août 1985 règle l'accès du Ministère de la Prévoyance sociale au Registre national des personnes physiques.

Un arrêté royal du 5 décembre 1986 règle l'accès au Registre national des personnes physiques dans le chef des organismes d'intérêt public relevant du Ministère de la Prévoyance sociale, du Fonds des accidents du travail et de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales.

Un arrêté royal du 7 avril 1988 règle l'accès du Ministère de l'Emploi et du travail (ancienne dénomination du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale) au Registre national des personnes physiques.

Un arrêté royal du 26 septembre 1988 règle l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques par certains organismes d'intérêt public relevant du Ministère de l'Emploi et du travail, dont l'Office national de l'emploi.

- 26.3.** D'autre part, les différents services d'inspection demandeurs souhaitent avoir accès aux données des registres Banque Carrefour.

A cet effet, il est renvoyé à l'arrêté royal du 4 février 1997 *organisant la communication de données sociales à caractère personnel entre institutions de sécurité sociale* : une délibération du Comité de sécurité de l'information n'est pas requise pour la communication au sein du réseau du numéro bis, du nom et des prénoms, de la date et du lieu de naissance, du sexe, de la nationalité, de la résidence principale, du lieu et de la date de décès, de la profession, de l'état civil, de la composition du ménage et des modifications successives de ces données.

Cette communication doit toutefois être déclarée au Comité de sécurité de l'information.

- 26.4.** L'Inspection sociale souhaite plus particulièrement avoir accès aux données des registres Banque Carrefour dans le cadre de l'informatisation de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 *concernant la sécurité sociale des travailleurs*. Il s'agit d'une finalité légitime.

Dans le cadre de cette application, les données d'identification (nom, prénoms, date de naissance, lieu de naissance et adresse) seront uniquement utilisées afin de vérifier l'identité du travailleur et d'éviter des homonymies.

Ces données à caractère personnel sont pertinentes et non excessives par rapport à la finalité précitée. En effet, cet accès aux données des registres Banque Carrefour est indispensable à l'Inspection sociale tant pour lui permettre d'identifier les personnes concernées que pour lui permettre de surveiller l'application de l'article 17 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 *concernant la sécurité sociale des travailleurs*.

- 26.5.** En considération de la motivation précitée et des dispositions légales sur lesquelles celle-ci se fonde, la consultation du Registre national des personnes physiques et des registres de la Banque Carrefour de la sécurité sociale (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales et de la Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), de l'Office national de l'emploi (ONEm), de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) et du Fonds des accidents du travail (FAT) paraît raisonnablement justifiée.

Le registre d'attente

- 27.1.** Les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et de l'Office national de l'emploi (ONEm) souhaitent avoir accès à l'ensemble des données du registre d'attente.

En ce qui concerne le respect des principes de finalité et de proportionnalité, il est renvoyé aux demandes des différents services dans lesquelles chaque service d'inspection a précisé, par donnée, l'objectif visé ainsi que la base légale justifiant la demande d'accès à cette banque de données.

L'Auditorat attire l'attention du Comité de sécurité de l'information sur le fait que les données n° 11 (*numéro de dossier attribué par l'Office des étrangers*) et n° 12 (*le numéro personnel provisoire attribué au candidat réfugié par l'Office des étrangers*) ne devraient pas être communiquées étant donné qu'il n'est pas souhaitable d'utiliser au sein du réseau d'autres identifiants que le numéro d'identification de la sécurité sociale.

- 27.2.** Par l'arrêté royal du 2 décembre 2002, publié au Moniteur belge du 27 janvier 2003, les institutions de sécurité sociale ont été autorisées à consulter le registre d'attente.

Le rapport au Roi précise toutefois : « *C'est le Comité sectoriel de la sécurité sociale qui, pour chaque institution, déterminera les tâches pour lesquelles l'accès doit être accordé et les informations auxquelles il sera donné accès* ».

- 27.3.** Compte tenu des motivations fournies dans les différentes demandes, des dispositions légales sur lesquelles celles-ci sont basées et moyennant le respect de la restriction relevée ci-dessus en ce qui concerne les données n° 11 et n° 12, la consultation des données du registre d'attente (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et de l'Office national de l'emploi paraît raisonnablement justifiée.

Le registre des cartes SIS

- 28.1.** Les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) souhaitent avoir accès aux données du registre des cartes SIS.

Ces services considèrent que l'accès à ces données est nécessaire afin de pouvoir vérifier l'authenticité des cartes présentées lors de contrôles. Il serait primordial de pouvoir identifier un assuré social avec une certitude quasi absolue avant de procéder sur cette base à d'autres consultations nécessaires dans le cadre des contrôles.

- 28.2.** En vertu de l'article 6, § 1, 1°, de l'arrêté royal du 18 décembre 1996 *portant des mesures en vue d'instaurer une carte d'identité sociale à l'usage de tous les assurés sociaux*, en application des articles 38, 40, 41 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 *portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions*, la carte d'identité sociale doit être présentée à toute réquisition des agents désignés par le Roi parmi ceux régulièrement chargés de la surveillance du respect du droit de la sécurité sociale et du travail.

En vertu de l'article 41 de l'arrêté royal du 22 février 1998 *portant des mesures d'exécution de la carte d'identité sociale*, le registre central des cartes d'identité sociale peut être consulté par les personnes qui sont habilitées à utiliser les cartes d'identité sociale en vue de contrôler leur validité, après y avoir été autorisées par le Comité sectoriel de la sécurité sociale.

- 28.3.** En considération de la motivation précitée et des dispositions légales sur lesquelles celle-ci est fondée, la consultation des données du registre des cartes SIS (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction

générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) paraît raisonnablement justifiée.

La banque de données DIMONA

- 29.1.** Les différents services d'inspection visés au point C souhaitent consulter l'ensemble des données de la banque de données DIMONA.

Suite à la disparition des « documents sociaux » sur support papier (registre du personnel, document individuel), les consultations relatives aux données figurant dans la banque de données DIMONA seraient nécessaires en vue du contrôle du respect de la législation et de la réglementation, en particulier en ce qui concerne la lutte contre le travail au noir.

Le service d'inspection du FAT précise avoir besoin de l'accès à la banque de données DIMONA afin de pouvoir établir les dates d'entrée en service et de sortie de service des différents membres du personnel auprès d'un employeur déterminé qui n'est éventuellement pas assuré, ainsi que les différents mouvements y afférents. Consécutivement, il serait nécessaire de connaître les noms des différentes personnes au sein de l'entreprise non assurée.

Le service d'inspection de l'ONSSAPL précise qu'il est chargé du contrôle des déclarations DIMONA en ce qui concerne ses affiliés et que la gestion des anomalies relatives à DIMONA peut être confiée au service d'inspection.

Il est également relevé que la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), l'Inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale et les services d'inspection de l'ONEm ont déjà été autorisés, par le passé, à consulter la banque de données DIMONA, respectivement par la délibération n° 99/90 du 5 octobre 1999, par la délibération n° 99/91 du 5 octobre 1999 et par la délibération n° 00/25 du 1^{er} février 2000. La consultation était limitée aux données DIMONA des ouvriers engagés depuis le 1^{er} janvier 1999 auprès d'employeurs dans trois secteurs (construction, transport par autocar et intérim). Depuis le 1^{er} janvier 2003 DIMONA a été étendu à tous les travailleurs salariés (ouvriers et employés) de tous les employeurs du secteur privé et à tous les travailleurs salariés du secteur public.

- 29.2.** Le rapport d'auditorat note que les services d'inspection de l'ONSS et de l'ONSSAPL ne doivent pas obtenir de délibération du Comité de sécurité de l'information pour la consultation de la banque de données DIMONA en ce qui concerne leurs propres données, dans la mesure où la gestion de cette banque de données relève de la responsabilité de leur propre institution.

29.3. L'article 12 de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 *instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions* dispose :

« Sous réserve des compétences des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires relevant de l'Inspection sociale du Ministère des Affaires sociales, de la santé publique et de l'environnement, de l'Inspection des lois sociales du ministère de l'Emploi et du Travail, de la direction générale de l'Inspection de l'Office national de sécurité sociale et de l'Inspection de l'Office national de Sécurité Sociale des administrations provinciales et locales, et les fonctionnaires désignés par le Roi en vertu de l'article 22 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, surveillent le respect du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution. Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail. »

29.4. En considération de la motivation avancée et des dispositions légales sur lesquelles celle-ci est basée, la consultation des données de la banque de données DIMONA (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales et de la Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), de l'Office national de l'emploi (ONEm), de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) et du Fonds des accidents du travail (FAT) paraît raisonnablement justifiée.

Le fichier du personnel des travailleurs salariés inscrits auprès de l'ONSS ou de l'ONSSAPL (fichier RIP)

30.1. Tous les services d'inspection demandeurs souhaitent avoir accès à l'ensemble des données du fichier du personnel des travailleurs salariés inscrits auprès de l'ONSS ou de l'ONSSAPL (fichier RIP).

30.2. Les données du RIP permettraient aux inspecteurs / contrôleurs de vérifier si une déclaration DIMONA a été introduite pour un travailleur déterminé. Pour ce faire, les inspecteurs / contrôleurs ont besoin d'une part d'une identification correcte du travailleur et de l'employeur et d'autre part d'informations relatives à l'occupation. Le service d'inspection du FAT précise avoir besoin de l'accès au fichier du personnel afin de pouvoir établir les dates d'entrée en service et de sortie de service des différents membres du personnel auprès d'un employeur déterminé qui n'est éventuellement pas assuré, ainsi que les différents mouvements y afférents. Consécutivement, il est nécessaire de connaître les noms des différentes personnes au sein de l'entreprise non assurée.

Le service d'inspection de l'ONSSAPL précise qu'en matière d'allocations familiales, la consultation du fichier du personnel permet de retrouver l'employeur, ainsi que l'historique des emplois d'un contribuable.

La Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale) a déjà été autorisée par le Comité de surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale à consulter la banque de données DIMONA et le fichier du personnel, respectivement par la délibération n° 99/90 du 5 octobre 1999 et par la délibération n° 03/45 du 6 mai 2003.

Par la délibération n° 99/91 du 5 octobre 1999 du Comité de surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale, l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale) a été autorisée à consulter la banque de données DIMONA.

Enfin, par sa délibération n° 00/25 du 1^{er} février 2000 le Comité de surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale a accordé une autorisation aux inspecteurs / contrôleurs de l'ONEm en vue de la consultation de la banque de données DIMONA.

Il est également noté par l'Auditorat que les services d'inspection de l'ONSS et de l'ONSSAPL ne doivent pas obtenir de délibération du Comité de sécurité de l'information pour la consultation du fichier du personnel en ce qui concerne leurs propres données, dans la mesure où la gestion de cette banque de données relève de la responsabilité de leur propre institution.

Par ailleurs, lors de sa réunion du 8 juin 2004, le Comité sectoriel de la sécurité sociale a accordé une autorisation temporaire pour la consultation de cette banque de données par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'ONSS et de l'ONEm.

- 30.3.** Vu la motivation ci-dessus et les dispositions légales sur lesquelles celle-ci est fondée, la consultation des données du fichier du personnel (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), de l'Office national de l'emploi (ONEm), de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) et du Fonds des accidents du travail (FAT) paraît raisonnablement justifiée.

La banque de données DMFA

- 31.1.** Tous les services d'inspection visés au point C souhaitent consulter des données de la banque de données DMFA.

Dans le cadre de leur mission générale de contrôle du respect des conditions salariales et de travail correctes, ainsi qu'en vertu de leur tâche de mise en œuvre d'actions visant à détecter et à prévenir la fraude sociale, il serait impératif que les inspecteurs sociaux aient accès aux déclarations trimestrielles multifonctionnelles (les DMFA), ainsi qu'à leurs modifications.

Les services d'inspection de l'ONSS et de l'ONSSAPL ne doivent pas, note le rapport, obtenir de délibération du Comité de sécurité de l'information pour la consultation de la banque de données DMFA en ce qui concerne leurs propres données, dans la mesure où la gestion de cette banque de données relève de la responsabilité de leur propre institution.

- 31.2.** En vue du respect du principe de proportionnalité, le rapport relève que chaque service d'inspection a énuméré dans sa demande les blocs nécessaires à la réalisation de ses missions avec une référence à la base légale applicable en la matière.

Le rapport observe que la présente demande des services d'inspection ne devrait pas porter atteinte aux délibérations antérieures par lesquelles l'accès aux données LATG a été accordé à ces services. Ces autorisations resteraient en vigueur dans la mesure où la consultation des données LATG continue à être nécessaire pour le contrôle des données relatives aux salaires et au temps de travail avant le 1^{er} janvier 2003 (date d'entrée en vigueur de la DMFA).

- 31.3.** En considération de la motivation fournie et des dispositions légales sur lesquelles celle-ci est fondée, la consultation de la banque de données DMFA précitée (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), de l'Office national de l'emploi (ONEm), de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) et du Fonds des accidents du travail paraît raisonnablement justifiée.

Le répertoire des employeurs

- 32.1.** Les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales et de la Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), de l'Office national de l'emploi (ONEm), de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) souhaitent consulter les données de la banque de données « répertoire des employeurs ».

Une délibération du Comité de sécurité de l'information n'est requise à cet effet que dans la mesure où il s'agit d'employeurs ayant la qualité de personne physique.

Les données sociales à caractère personnel précitées permettent aux inspecteurs / contrôleurs concernés de vérifier l'identité de l'employeur.

- 32.2.** La Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale) et l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale) ont déjà été autorisées par le Comité de surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale à consulter le répertoire des employeurs (selon des modalités toutefois différentes), respectivement par la délibération n° 97/47 du 24 juin 1997 et par la délibération n° 95/47 du 12 septembre 1995. Par la délibération n° 97/49 du 11 septembre 1997, l'ONEm a été autorisé à consulter le répertoire des employeurs. La Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale) a été autorisée, par la délibération n° 11/87 du 8 novembre 2011, par le Comité sectoriel à accéder au répertoire des employeurs. Les inspecteurs / contrôleurs de l'ONSS et de l'ONSSAPL ne doivent pas obtenir d'autorisation en ce qui concerne leurs propres données dans la mesure où la gestion de cette banque de données relève de la responsabilité de leur propre institution.

Lors de sa réunion du 8 juin 2004, le Comité sectoriel de la sécurité sociale a accordé une autorisation temporaire pour la consultation de cette banque de données par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales, de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'ONSS et de l'ONEm.

- 32.3.** En considération de la motivation fournie, la consultation du répertoire des employeurs (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales et de la Direction générale Contrôle du Bien-être au travail (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS), de l'Office national de l'emploi (ONEm) et de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) paraît raisonnablement justifiée.

Le fichier des déclarations de travaux

- 33.1.** Les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'ONSS et de l'ONEm souhaitent consulter les données de la banque de données « fichier des déclarations de travaux ». L'accès à ces données doit permettre aux inspecteurs / contrôleurs de l'ONSS, de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale) et de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale) de vérifier le respect d'une série de dispositions légales et réglementaires visant à lutter contre les pratiques de « négrier ».

33.2. Une délibération du Comité de sécurité de l'information pour la consultation du fichier des déclarations de travaux est uniquement requise dans la mesure où il s'agit de données sociales à caractère personnel, c'est-à-dire de données sociales relatives à des personnes physiques. Les données sociales à caractère personnel du fichier des déclarations de travaux concernent uniquement l'identification du commettant, des entrepreneurs et sous-traitants de travaux, ainsi que de leurs personnes de contact. La consultation de ces données sociales à caractère personnel ne semble pas comporter de risque d'atteinte à la vie privée des intéressés.

Lors de sa réunion du 8 juin 2004, le Comité sectoriel de la sécurité sociale a accordé aux services d'inspection précités une autorisation temporaire en vue de la consultation de cette banque de données.

33.3. En considération de la motivation avancée, la consultation des données de la banque de données « fichier des déclarations de travaux » (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'ONSS et de l'ONEm paraît raisonnablement justifiée.

La banque de données « enregistrement des présences »

33.4. L'accès à la banque de données « enregistrement des présences » (Check In At Work) est sollicité par l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), l'ONSS et l'ONEm (le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale est lui-même responsable du traitement et n'a donc pas besoin d'une autorisation).

33.5. Check In At Work permet aux inspecteurs sociaux d'obtenir rapidement un aperçu complet des présences enregistrées sur un chantier. Ceci leur permet de vérifier de manière ciblée si les personnes qui contribuent à l'exécution des travaux sont en règle avec la réglementation applicable en matière de travail et de sécurité sociale. La banque de données « enregistrement des présences » constitue dès lors un instrument efficace de lutte contre la fraude sociale.

33.6. L'accès est demandé pour une durée illimitée et concerne à la fois la situation actuelle des intéressés et l'historique des données à caractère personnel.

La banque de données Gotot

34.1. Les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale du Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'ONSS et du Fonds des accidents du travail (FAT) souhaitent consulter les données de la banque de données Gotot. Les services d'inspection ont pour mission de contrôler l'assujettissement de l'employeur qui emploie du personnel assujetti à la sécurité sociale belge (détachement ou emploi de travailleurs étrangers) et ils doivent pouvoir déterminer

auprès de quel employeur un travailleur est occupé. Notamment en raison d'une internationalisation croissante du marché du travail, ils sont de plus en plus souvent confrontés à l'occupation de travailleurs belges à l'étranger et de travailleurs étrangers en Belgique. Il faut entre autres leur donner les moyens de lutter contre l'emploi illégal organisé en Belgique par des entreprises étrangères.

- 34.2.** Le rapport d'auditorat renvoie aux demandes des services d'inspection concernés dans lesquelles sont précisés les objectifs visés ainsi que la base légale.

Le service d'inspection de l'ONSS ne doit pas obtenir de délibération du Comité de sécurité de l'information pour la consultation de cette banque de données dans la mesure où la gestion de cette banque de données relève de la responsabilité de l'ONSS.

- 34.3.** En considération des motivations fournies dans les demandes respectives et des dispositions légales sur lesquelles celles-ci sont basées, la consultation de la banque de données Gotot (conformément à la demande) par les inspecteurs / contrôleurs de la Direction générale Contrôle des lois sociales (Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale), de l'Inspection sociale (Service public fédéral Sécurité sociale), de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et du Fonds des accidents du travail (FAT) paraît raisonnablement justifiée.

- 34.4.** Le fichier GOTOT serait aussi consulté dans le cadre de la mission de l'inspection de l'ONEM, afin de contrôler l'assujettissement de l'employeur occupant du personnel qui est assujetti ou non à la sécurité sociale belge (détachement ou occupation de main-d'œuvre étrangère). Elle doit pouvoir constater auprès de quel employeur un travailleur est en service. Les travailleurs étrangers doivent toujours être en possession du formulaire dit A1 du pays d'origine lorsqu'ils sont au travail. Le fichier GOTOT est la base de données qui contient ces documents et dans laquelle ceux-ci peuvent donc être contrôlés.

Le répertoire général des travailleurs indépendants (RGTI)

- 34/1.** L'Inspection sociale souhaite pouvoir contrôler la carrière des travailleurs indépendants, c'est-à-dire les périodes au cours desquelles la personne était assujettie au statut social des travailleurs indépendants et avait, à ce titre, certains droits et obligations au sein du secteur des travailleurs indépendants (tant les périodes actives que les périodes assimilées). Il est par ailleurs essentiel pour l'Inspection sociale de savoir s'il s'agit d'une activité à temps partiel ou à temps plein, exercée à titre complémentaire ou à titre principal. La consultation du fichier RGTI s'effectuerait conformément aux dispositions du Code pénal social du 6 juin 2010.

Le numéro d'identification de la sécurité sociale et le numéro d'entreprise du travailleur indépendant, ainsi que le numéro d'entreprise de la caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants concernée contribuent à une identification unique correcte des parties concernées et permettent d'effectuer d'autres

consultations de manière efficace. Les dates de début et de fin de l'affiliation en tant qu'indépendant sont nécessaires pour vérifier si l'intéressé possède effectivement le statut d'indépendant au moment du contrôle. La catégorie de cotisation, qui renvoie à la catégorie de cotisations sociales dues par l'intéressé, permet de mieux évaluer la situation des personnes contrôlées. Finalement, le statut d'affiliation (code segment) permet de vérifier si la personne contrôlée bénéficie d'une allocation, se trouve dans une période assimilée, n'exerce plus d'activité indépendante mais continue à verser des cotisations...

Le service d'inspection de l'ONSS, qui a repris les tâches de l'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale, a besoin d'accéder au fichier RGTI pour les mêmes finalités.

L'inspection de l'ONEm (et ses collaborateurs administratifs désignés) souhaite que l'interdiction de principe du cumul d'allocations de chômage et d'activités indépendantes soit respectée. Il existe certaines exceptions à cette interdiction, mais dans ce cas l'allocation de chômage doit être adaptée. Par ailleurs, la situation familiale de l'intéressé doit être vérifiée (si son partenaire exerce une activité indépendante, cela a des conséquences pour les allocations de chômage). Des restrictions de cumul similaires sont applicables aux personnes bénéficiant d'une interruption de carrière ou d'un crédit-temps.

La Direction générale Contrôle du bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, qui est chargée de contrôler le bien-être des travailleurs doit pouvoir vérifier qu'une personne effectue ou non du travail sous l'autorité d'un employeur. Pour la réalisation de ces contrôles, il est essentiel que les inspecteurs sociaux disposent d'informations sur le statut social des personnes présentes sur les lieux de travail. L'organisation souhaite consulter le fichier RGTI afin de vérifier que les personnes qui déclarent travailler sous le statut d'indépendant (*et non sous le champ d'application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail*) disposent effectivement de ce statut. L'accès interviendrait au moyen de l'application web DOLSI (voir à cet effet la recommandation n° 12/01 du 8 mai 2012 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé jadis compétent).

Par l'accès au Répertoire général des travailleurs indépendants (RGTI), la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale est en mesure de déterminer l'éventuel statut de travailleur indépendant des personnes contrôlées. Si une personne est déclarée comme travailleur indépendant et qu'il ressort d'une première interrogation qu'il s'agit d'un faux-indépendant éventuel, des questions plus ciblées peuvent être posées.

La banque de données des attestations multifonctionnelles

- 34/2.** L'Inspection sociale souhaite pouvoir contrôler les attestations multifonctionnelles émises par les CPAS dans le cadre de la lutte contre le travail au noir et les faux

indépendants. En effet, les inspecteurs sociaux pourraient ainsi vérifier, lorsqu'une personne est connue dans la banque de données DIMONA, si elle est également connue auprès d'un CPAS et, le cas échéant, si elle perçoit une allocation. La consultation des attestations multifonctionnelles s'effectuerait conformément aux dispositions du Code pénal social du 6 juin 2010, de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions et de l'article 27 de la loi-programme du 27 décembre 2012.

Le numéro d'identification de la sécurité sociale de la personne concernée permet de l'identifier de manière univoque. L'information relative au type d'allocation perçue est nécessaire à l'inspecteur social afin de demander des informations complémentaires dans le but de compléter au mieux le dossier. Les dates de début et de fin de l'attestation permettent de vérifier si la personne perçoit toujours une allocation au moment où elle est connue dans la banque de données DIMONA. Enfin, le numéro d'entreprise du CPAS est utile à l'inspecteur social pour contacter ce dernier afin d'obtenir des informations complémentaires.

Le service d'inspection de l'ONSS, qui a repris les tâches de l'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale, doit pouvoir consulter les attestations multifonctionnelles. L'attestation multifonctionnelle constitue la preuve du statut du bénéficiaire vis-à-vis du CPAS. Il est important de pouvoir vérifier si les personnes concernées sont connues auprès d'un CPAS, bénéficient d'une indemnité et, le cas échéant, à partir de quelle date.

Dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale, l'ONEm souhaite aussi pouvoir disposer des données à caractère personnel du service public de programmation Intégration sociale, notamment en vue de déterminer le droit à des allocations de chômage et à des allocations assimilées et le droit à des allocations d'interruption de carrière et de crédit-temps. Lors de la détermination du droit à des allocations, il est tenu compte de divers facteurs, dont la situation familiale de l'intéressé. L'ONEm doit être en mesure de vérifier si les membres du ménage de l'intéressé sont connus auprès d'un centre public d'action sociale et bénéficient d'une allocation payée par ce dernier. Les inspecteurs et contrôleurs de l'ONEm ainsi que leurs collaborateurs administratifs qui sont chargés des examens préliminaires souhaitent donc pouvoir consulter la banque de données des attestations multifonctionnelles.

Finalement, les deux services d'inspection précités du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (Contrôle des lois sociales et Contrôle du bien-être au travail) demandent accès à la banque de données des attestations multifonctionnelles, dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale (interdiction de cumul d'un emploi et d'un revenu de remplacement) et afin d'avoir un aperçu des interventions dans le cadre des projets de réinsertion (les salaires peuvent être partiellement pris en charge par un CPAS).

La banque de données e-PV

- 34/3.** L'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale, la Direction générale Contrôle du bien-être au travail et la Direction générale Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, l'inspection de l'Office national de l'emploi et l'inspection de l'Office national de sécurité sociale souhaitent obtenir accès à la banque de données e-PV, de manière permanente et pour une durée illimitée. Un tel accès permet à chaque service d'inspection de vérifier de manière rapide et structurée les constatations des autres services d'inspection (données à caractère personnel de base et contenu des procès-verbaux définitifs). Les services d'inspection ont en partie des compétences identiques et en partie des compétences complémentaires et doivent dès lors pouvoir collaborer de manière étroite dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale. La banque de données e-PV leur permet de traiter leurs dossiers en connaissance de cause et de préparer leurs contrôles en ayant recours aux constatations antérieures de leurs collègues.
- 34/4.** Les cinq services d'inspection concernés souhaitent obtenir accès pour les finalités communes suivantes: l'organisation efficace et effective du contrôle du respect de la législation sociale à travers une sélection mieux ciblée des lieux à contrôler, une préparation adéquate des contrôles sur le plan du contenu et un soutien supplémentaire pour la clôture du dossier (grâce à l'accès à des informations complémentaires utiles pour la rédaction des rapports d'enquête, des avertissements, des procès-verbaux, ...), éviter qu'une même personne soit contrôlée (et éventuellement verbalisée) plusieurs fois pour les mêmes faits et éviter l'intervention dans des dossiers pénaux en cours.

La banque de données des allocations de chômage (ONEm)

- 34/5.** Dans le cadre de ses contrôles du travail au noir (notamment), l'Inspection sociale du service public fédéral Sécurité sociale doit pouvoir constater immédiatement si pour les personnes présentes, une déclaration DIMONA a ou n'a pas été réalisée (cf. supra) et si elles bénéficient aussi d'allocations de chômage ou n'en bénéficient pas. Jusqu'à présent, l'Inspection sociale devait généralement interroger l'ONEm par téléphone ou par mail afin de vérifier qu'une personne contrôlée est connue comme chômeur (complet ou partiel). Ce qui entraînait une charge administrative supplémentaire pour l'ensemble des parties.

Le service d'inspection de l'ONSS, qui a repris les tâches de l'inspection sociale du Service public fédéral Sécurité sociale, et les services d'inspection précités du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (Contrôle des lois sociales / Contrôle du bien-être au travail) souhaitent également obtenir accès aux données à caractère personnel relatives à la situation de chômage.

- 34/6.** Les données à caractère personnel relatives aux allocations de chômage (identité de l'intéressé, période de l'allocation, type d'allocation et article d'indemnisation spécifique) sont importantes pour l'Inspection sociale / inspection de l'ONSS, en vue

d'une organisation efficace de ses interrogations par lesquelles elle recueillerait, le cas échéant, des renseignements complémentaires relatifs à l'intéressé et d'une rédaction efficace des conclusions de son investigation. Elle en communiquerait les résultats à l'ONEm.

La combinaison des données à caractère personnel DIMONA et des données à caractère personnel de l'ONEm permet d'avoir un aperçu plus précis de la situation des personnes contrôlées et facilite l'établissement de la régularisation ou de l'e-PV. Par ailleurs, l'ONEm peut être systématiquement informé lorsque des personnes combinent une activité économique avec une allocation de chômage sans remplir préalablement leur document de contrôle ou avertir l'ONEm.

La date de début et de fin des allocations est nécessaire pour vérifier si l'intéressé bénéficie d'allocations au moment du contrôle. La connaissance du type d'allocation et des articles d'indemnisation permet d'évaluer de manière plus précise la situation des personnes contrôlées.

Le Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (Contrôle des lois sociales / Contrôle du bien-être au travail) souhaite accès aux données à caractère personnel dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale (en principe, il est interdit de cumuler un emploi et un revenu de remplacement).

La banque de données à caractère personnel des périodes de maladie indemnisées

- 34/7.** L'inspection de l'ONEm (et ses collaborateurs administratifs désignés) souhaite pouvoir vérifier si l'intéressé travaille ou non ou s'il se trouve dans une période assimilée (par exemple incapacité de travail). Ceci a en effet des conséquences pour son statut.
- 34/8.** Il procéderait dès lors au traitement de données à caractère personnel relatives aux périodes de maladie indemnisées : l'identité de l'assuré social, le trimestre, la nature de l'incapacité, la date de début et de fin de la période, le nombre de jours non-indemnisés dans le régime de six jours pour le trimestre, le type d'allocation et la nature de l'allocation.

Données à caractère personnel relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens

- 34/9.** En tant que service de contrôle, la Direction générale du Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale veille à l'application correcte de la réglementation relative au travail. Pour l'exécution de leurs missions, il est essentiel que les collaborateurs disposent du statut exact des personnes occupées qu'ils rencontrent lors des contrôles. L'accès aux informations relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens (« activités complémentaires ») est nécessaire pour déterminer la réglementation qui est applicable aux intéressés.

L'arrêté royal du 21 décembre 2018 *portant surveillance du respect des dispositions du Titre 2 de la loi du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale* dispose à cet égard que (notamment) les inspecteurs sociaux de la Direction générale du Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale sont chargés de la surveillance du respect des dispositions relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens.

En ce qui concerne les personnes qui fournissent des services à une association, les inspecteurs sociaux doivent pouvoir vérifier si ces personnes tombent ou non sous le statut des personnes qui exercent des activités complémentaires. A cet effet, les inspecteurs sociaux doivent connaître la nature et la période de la prestation de services (la période exacte de l'éventuel abus du système) ainsi que le montant de la rémunération accordée par mois (il faut vérifier si l'intéressé a travaillé comme travailleur salarié pour un salaire ou comme travailleur indépendant pour un montant facturé et pour quels montants). L'identité de l'association au profit de laquelle les services ont été fournis (et sa personne de contact) est finalement nécessaire pour déterminer, le cas échéant, l'employeur de la personne considérée à tort comme une personne exerçant une activité complémentaire.

34/10. Le Service d'inspection de l'ONEm souhaite comparer d'une part ses propres données à caractère personnel du dossier électronique de chômage et du dossier électronique d'interruption de carrière/crédit-temps et, d'autre part, les données à caractère personnel relatives au travail associatif et aux services occasionnels entre citoyens. Il fait référence à cet égard à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 *concernant la sécurité sociale des travailleurs* (le Roi peut imposer aux employeurs les mesures nécessaires en vue de contrôler la réalité et la permanence de l'état de chômage involontaire et prévoir des sanctions pour les chômeurs qui feraient usage de manœuvres frauduleuses pour obtenir ou tenter d'obtenir des allocations auxquelles ils n'ont pas droit) et à l'article 139 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 *portant réglementation du chômage* (le bureau du chômage peut vérifier toutes les déclarations et documents introduits par le chômeur, il peut procéder à toutes les enquêtes et investigations nécessaires et il peut aussi vérifier à tout moment si le travailleur satisfait à toutes les conditions requises pour prétendre aux allocations).

En vertu de l'article 13 de la loi du 18 juillet 2018 *relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale*, un chômeur complet indemnisé peut exercer une activité de travailleur associatif tout en conservant ses allocations s'il le notifie préalablement par écrit au bureau de chômage de l'Office national de l'emploi, et à condition qu'il s'agisse de la poursuite pure de l'exécution d'un contrat arrivant à échéance en matière de travail associatif, qui était déjà effectivement exécuté avant la survenance du chômage.

Dès lors, le Service d'inspection de l'ONEm souhaite pouvoir disposer de l'identité des parties concernées (la personne qui fournit les services à l'association, l'association à laquelle les services sont fournis et sa personne de contact), de la

nature des prestations, de la période de prestation des services (maximum un an) et du montant de la rémunération (par mois). Les inspecteurs sociaux (et les collaborateurs administratifs des services de contrôle qui réalisent les examens préliminaires) doivent pouvoir vérifier quelles personnes avec un dossier de chômage sont déclarées comme travailleurs associatifs (et vice-versa) et pour quelles associations les chômeurs complets indemnisés réalisent du travail associatif. Ils doivent aussi pouvoir vérifier pendant quelle période de travail associatif une personne bénéficie ou a bénéficié d'allocations de chômage et contrôler si le plafond de revenus n'a pas été dépassé.

Le répertoire des polices d'accidents du travail

- 34/11.** La Direction générale du Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale veille à l'application correcte de la réglementation du travail. Dans le cadre de l'exécution de leurs missions, il est essentiel que les inspecteurs sociaux compétents puissent vérifier si les travailleurs ont été engagés conformément à la réglementation et si l'employeur dispose d'une police d'accident du travail valide.
- 34/12.** La Direction générale Contrôle du bien-être au travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale est compétente pour la surveillance de l'application de la réglementation relative aux accidents du travail. Elle a déjà accès au répertoire des polices d'accidents du travail en application de la délibération n° 17/074 du 5 septembre 2017.
- 34/13.** Les inspecteurs sociaux de l'ONSS doivent pouvoir vérifier, lors du contrôle de documents sociaux, si une entreprise au moment du contrôle et/ou pour la période couverte par l'investigation dispose d'une police d'accident du travail valide (dans la négative, ceci peut être signalé au service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale). L'inspection de l'ONSS contrôle, par ailleurs, que les documents sociaux établis sont corrects et exhaustifs dans le cadre du baromètre de qualité pour les secrétariats sociaux agréés (voir les articles 53 à 53/3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs).
- 34/14.** L'INASTI est chargé du contrôle de l'application correcte de la réglementation relative à la sécurité sociale des travailleurs indépendants. Dans ce cadre, des contrôles sont aussi réalisés auprès d'employeurs et il est vérifié si l'employeur dispose d'une police d'accident du travail valide. Dans la négative, l'INASTI peut fournir un feedback à ce propos au service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.
- 34/15.** Une délibération du Comité de sécurité de l'information relative à l'accès au répertoire des polices d'accidents du travail n'est requise que dans la mesure où il s'agit d'employeurs ayant la qualité de personne physique (ce n'est que dans ce cas

qu'il s'agit d'un traitement de « données sociales à caractère personnel » au sens de la loi du 15 janvier 1990).

- 34/16.** L'accès au répertoire des polices d'accidents du travail par les services d'inspection interviendrait au moyen de l'application web DOLSI (voir à cet effet les dispositions de la recommandation n° 12/01 du 8 mai 2012 du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé jadis compétent).

Le cadastre des pensions

- 34/17.** La Direction générale du Contrôle des lois sociales du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale veille, en tant qu'organisme de contrôle, à l'application correcte de la réglementation du travail. Pour l'exécution de ces contrôles, il est essentiel qu'elle dispose du statut des personnes au travail rencontrées pendant les contrôles. L'accès aux données à caractère personnel relatives au statut de pensionné est nécessaire pour déterminer la réglementation qui est applicable à l'intéressé.
- 34/18.** Le service d'inspection de l'ONSS doit pouvoir contrôler le statut de pensionné, notamment afin de vérifier le respect de la réglementation relative aux flexi-jobs, aux activités complémentaires rémunérées et aux plateformes d'économie collaborative et d'examiner la situation des mandataires locaux.

Les inspecteurs de l'ONSS effectuent des contrôles sur les flexi-jobs. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les personnes bénéficiant d'une pension légale, à l'exception de l'allocation de transition, peuvent aussi exercer un flexi-job. Un pensionné entre en considération pour un flexi-job sur la base de l'âge légal de la pension à la date d'entrée en service ou sur la base du fait qu'il bénéficie d'une pension à la fin du trimestre T-2. C'est pourquoi il est pour les inspecteurs de l'ONSS essentiel de savoir si une personne bénéficie d'une pension et à partir de quelle date.

Les inspecteurs de l'ONSS effectuent aussi un contrôle sur les activités complémentaires. Toute personne bénéficiant d'une pension légale de retraite ou de survie peut exercer des activités complémentaires chez des particuliers et des associations. Toutefois, pour pouvoir effectuer des activités complémentaires rémunérées sans devoir s'acquitter de cotisations fiscales, il faut être pensionné depuis deux trimestres au moins. Celui qui bénéficie d'une allocation de transition, ne peut pas effectuer d'activités complémentaires rémunérées (l'allocation de transition est payée à la personne qui perd son conjoint mais qui n'est pas encore assez âgée pour bénéficier d'une pension de survie). Cette restriction n'existe pas dans l'économie collaborative. Tout le monde peut effectuer des activités complémentaires rémunérées via une plateforme collaborative agréée. En ce qui concerne les personnes bénéficiant du régime de chômage avec complément d'entreprise (l'ancienne prépension), elles font l'objet de plusieurs restrictions qui ont rapport avec le moment et les circonstances du licenciement. Le cadastre des pensions offre des informations complémentaires en la matière.

La direction thématique du secteur public de l'ONSS contrôle la déclaration de sécurité sociale auprès des employeurs publics. Les mandataires locaux sont parfois élus, alors qu'ils ne disposent pas d'autres revenus professionnels. Ils doivent en principe aussi apparaître sur la déclaration à l'ONSS, ce qui n'est pas toujours le cas. Le cadastre des pensions permet d'obtenir des précisions dans ce cas.

34/19. L'ONEM prend des décisions relatives au droit aux allocations de chômage, aux allocations d'interruption de carrière ou de crédit-temps, aux allocations de garde et aux allocations d'activation. En fonction des dispositions réglementaires applicables, la fixation du droit dépend de la jouissance d'une pension par l'assuré social lui-même ou par une des personnes avec lesquelles il cohabite. Le chômeur qui peut prétendre à une pension complète ne peut bénéficier des allocations et le chômeur qui bénéficie d'une pension incomplète ou d'une pension de survie peut bénéficier des allocations dans certaines limites (en fonction du montant de la pension). L'ONEM qui est chargé de déterminer le droit à des allocations souhaite donc pouvoir disposer de données à caractère personnel relatives aux pensions des chômeurs connus par lui et des personnes assimilées. Les données à caractère personnel peuvent aussi avoir trait à des personnes qui ne sont pas chômeuses, pour autant qu'elles déterminent aussi le droit aux allocations de chômage du chômeur.

34/20. L'INASTI a besoin des données relatives aux pensions dans le cadre de ses missions d'investigation, de solvabilité et de lutte contre la fraude et dans le cadre des points pension où les inspecteurs sociaux fournissent des informations et des avis aux travailleurs indépendants à divers endroits en Belgique.

En vertu de diverses dispositions légales et réglementaires, l'INASTI doit prendre en compte, lors de l'exécution de ses missions, les divers avantages de pension dont bénéficient les assurés sociaux. La Direction de la Concurrence loyale veille au respect des obligations découlant de l'application du statut social et dispose à cet effet d'inspecteurs sociaux et de personnel administratif de soutien qui prépare les dossiers. Les données relatives aux pensions s'avèrent nécessaires dans le cadre de la lutte contre la fraude, de la réalisation d'enquêtes d'investigation et de solvabilité, du contrôle des plafonds de l'activité autorisée après la pension, de la détermination de l'état de besoin lors de l'imposition d'une amende administrative.

Le cadastre des pensions est également important pour l'INASTI dans le cadre des points pension dont le fonctionnement est assuré par le service d'inspection de l'INASTI. Les citoyens peuvent adresser leurs questions relatives à la pension aux points pension.

34/21. Les inspecteurs sociaux de l'INAMI souhaitent accéder au cadastre des pensions via DOLSIS en vue du contrôle du respect des dispositions relatives au cumul de pensions avec des allocations d'incapacité de travail ou d'invalidité. Par ailleurs, ils doivent disposer des données à caractère personnel précitées dans le cadre de l'application des dispositions en matière d'intervention majorée de l'assurance soins de santé et indemnités et plus précisément dans le cadre du contrôle de la véracité de

la déclaration de revenus sur l'honneur à remplir par les assurés sociaux concernés. En outre, les données à caractère personnel concernées du cadastre des pensions sont nécessaires au contrôle de l'application de la disposition qui prévoit que le droit à une pension sur la base d'une carrière professionnelle inférieure au tiers d'une carrière complète, n'ouvre le droit à des prestations de l'assurance soins de santé que moyennant le paiement d'une cotisation personnelle et de la disposition qui prévoit que pour être inscrite comme personne à charge dans l'assurance soins de santé, le revenu doit être inférieur à un montant déterminé. L'accès au cadastre des pensions permet aussi aux services d'inspection de vérifier, dans le cas de dossiers de recouvrement individuels, si des retenues à concurrence de 10 pour cent sont possibles, conformément à l'article 1410, § 4, du Code judiciaire, afin de récupérer les prestations payées indûment. Le Service indemnités, pour sa part, souhaite accès aux données à caractère personnel en vue d'informer et de conseiller les assurés sociaux qui posent des questions concernant, d'une part, l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de cumul de pensions légales et d'allocations et, d'autre part, la détermination des qualités requises pour l'application des dispositions légales et réglementaires concernées (par exemple, travailleur ayant des personnes à charge).

- 34/22.** Le cadastre des pensions contient, outre des données à caractère personnel relatives aux *droits de pension*, des données à caractère personnel relatives aux *paiements de pension*. Ces dernières données ne seront toutefois pas traitées par les services d'inspection.
- 34/23.** De plus, en matière de droits de pension, il y a lieu de distinguer les *pensions légales* (premier pilier de pensions) des *pensions complémentaires* (deuxième pilier de pension). Seule l'inspection de l'ONSS pourra consulter les données à caractère personnel relatives aux pensions complémentaires (voir à cet effet le point numéro 10/20). Les autres services d'inspection ne traiteront pas les données à caractère personnel relatives aux pensions complémentaires.

E. SÉCURITÉ

- 35.** L'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale a, lors de l'examen des demandes des différents services d'inspection, consacré une attention spécifique aux techniques utilisées ainsi qu'à l'organisation générale du travail de ces services d'inspection et ce dans le cadre des accès au réseau Banque Carrefour.

Si les demandes d'accès aux différentes bases de données sont communes, le mode d'accès et les techniques employées pour y accéder peuvent être très différents d'une institution à une autre, notamment en fonction de leur méthode de travail, de l'infrastructure technique mise en place et à la disposition de l'inspecteur, ainsi que de l'environnement dans lequel celui-ci exécute les missions qui lui sont confiées.

Un autre point essentiel étudié par l'auditorat consiste dans l'organisation de contrôles au sein de services d'inspection et la formulation de propositions de

mesures de nature à permettre au Comité de sécurité de l'information d'être tenu informé des bonnes pratiques garantissant une utilisation conforme des autorisations accordées.

Le Comité de sécurité de l'information insiste sur le fait que l'inspecteur doit, avant la consultation des sources de données de contenu, entreprendre toutes les actions possibles afin d'établir l'identité de la personne concernée (la personne dont les données à caractère personnel sont demandées) de manière unique et correcte. À cet égard, il est de préférence fait usage de documents officiels qui prouvent l'identité. Si l'inspecteur ne dispose pas de documents officiels, l'identité est déterminée, d'une manière unique, au moyen de la consultation du Registre national et/ou des registres Banque Carrefour, par exemple sur la base de consultations phonétiques. Ce n'est que lorsque l'inspecteur aura établi avec certitude l'identité de la personne concernée que les sources de données de contenu seront consultées.

Infrastructure et processus d'identification et d'authentification

- 36.** Il est indéniable que le télétravail² ainsi que l'utilisation d'un ordinateur portable sont deux facteurs essentiels dans le cadre de travail de certains services d'inspection.
- 37.** Trois grands types d'infrastructures sont généralement utilisées par les services d'inspection afin d'accéder au réseau de la Banque Carrefour:
- l'accès au moyen une connexion basée au sein de l'institution ou dans un de ses bureaux régionaux;
 - l'accès au moyen d'une connexion filaire localisée au domicile de l'inspecteur;
 - l'accès au moyen d'une connexion « mobile » permettant l'accès depuis n'importe quel endroit pour autant que la technique le permette.
- 38.** Le groupe de travail « Sécurité de l'information », créé au sein du Comité général de coordination auprès de la Banque Carrefour de la sécurité sociale a, dans le cadre du développement d'une politique commune de sécurité, rédigé et approuvé des politiques de sécurité concernant les domaines importants que sont:
- politique de sécurité concernant la sécurisation des stations de travail lors de leur installation;
 - politique de sécurité des ordinateurs portables;
 - politique d'accès à distance au réseau interne d'une institution en utilisant la solution VPN Smals.
- 39.** Le Comité de sécurité de l'information insiste sur la nécessité d'appliquer les règles qui ont été formulées par le groupe de travail Sécurité de l'Information dans la

² Le télétravail, c'est la faculté de se connecter à distance de son organisation, bien souvent sur le terrain même où se déroule la mission.

police « Politique de sécurité concernant la sécurisation des stations de travaux lors de leur installation » lorsque l'on fait usage d'une station de travail, et ce tant une station fixe que portable..

40. Le Comité de sécurité de l'information attire l'attention sur la nécessité pour chaque service d'inspection utilisant un ordinateur portable connecté ou non au réseau de la Banque Carrefour de la sécurité sociale d'appliquer les exigences énoncées par le groupe de travail sécurité de l'information qui précisent notamment que:

- l'ordinateur portable et ses périphériques, mis à disposition de l'utilisateur dans le cadre de ses activités professionnelles, sont et restent la propriété de l'institution concernée;
- l'utilisation de l'ordinateur portable est destinée essentiellement à une utilisation professionnelle;
- dans le cas où l'utilisateur n'a plus l'utilité de son ordinateur portable (départ de l'institution, changement d'affectation, absence pour une longue période, ..) il restitue l'ensemble du matériel mis à sa disposition (ordinateur portable et les périphériques);
- sauf accord explicite du service compétent, et moyennant le respect des modalités supplémentaires décrites dans les politiques de sécurité s'y rapportant, seul l'utilisateur autorisé peut utiliser l'ordinateur portable et les périphériques mis à sa disposition, même en dehors de toute liaison réseau;
- il est interdit à l'utilisateur de connecter des périphériques autres que ceux fournis avec l'ordinateur portable sans l'autorisation expresse du service compétent;
- les autorisations d'accès aux données et aux applications métier étant basées sur le profil de l'utilisateur, l'utilisation d'un ordinateur portable n'augmente en rien ces autorisations d'accès. Cela concerne aussi bien l'accès aux applications que l'usage des services de l'e-mail et de l'internet ou de toutes autres fonctionnalités;
- afin d'assurer la sécurité du matériel qui lui a été confié, l'utilisateur agira en « bon père de famille » et fera en sorte de protéger le matériel et les données;
- l'utilisateur doit assurer une bonne protection de son ordinateur portable et/ou ses appareils périphériques durant tout transport (par exemple en les plaçant dans un sac spécialement adapté), et éviter d'exposer son matériel à des risques (par exemple : placer son matériel à l'arrière de son véhicule à la vue et au su de tous);
- l'utilisateur doit, entre autres, éviter de laisser son ordinateur portable et/ou ses appareils périphériques sans surveillance. Il est recommandé de mettre l'ordinateur sous clé dans une armoire ou dans un bureau. Lorsqu'il quitte temporairement le local dans lequel il utilise son ordinateur portable, l'utilisateur est tenu de le verrouiller et d'activer l'écran de veille sécurisé;

- en cas de perte ou de vol, l'utilisateur doit avertir immédiatement le service compétent de son institution et se conformer aux instructions;
- l'installation, la configuration, la mise à jour, la maintenance des logiciels sur l'ordinateur portable ne peut être effectuée que par le service compétent de l'institution;
- de même, l'installation, l'adaptation, l'entretien et la suppression éventuelle d'éléments hardware ne peuvent être effectués que par du personnel autorisé par la Direction ICT de l'institution;
- l'ordinateur portable ne peut contenir que des logiciels pour lesquels l'institution dispose de licences appropriées;
- les règles en matière de définition, de fréquence de modifications et de mode de mémorisation des moyens d'authentification (p.ex. mot de passe) doivent être strictement appliquées;
- les moyens d'authentification sont attribués à titre individuel et ne peuvent donc pas être utilisés de manière collective. Les données confidentielles, telles que les données à caractère personnel, ne peuvent être conservées sur l'ordinateur portable et sur ses appareils périphériques que de manière cryptée. Si les appareils périphériques (par ex. la clé USB) ne permettent pas le stockage crypté, l'enregistrement de données à caractère personnel et confidentielles sur ces appareils est donc explicitement interdit;
- la conservation des données sensibles sur l'ordinateur portable doit être évitée et faire l'objet d'un transfert vers le stockage réseau dans les plus brefs délais;
- le processus de sauvegarde des données de l'ordinateur portable suit la stratégie définie au sein de l'institution en matière d'utilisation des postes fixes. Seules les données réseau sont sauvegardées automatiquement. Une attention spéciale doit être accordée à la sauvegarde du disque local.

41. Le Comité de sécurité de l'information attire également l'attention sur la nécessité pour chaque service d'inspection utilisant un ordinateur portable connecté au réseau de la Banque Carrefour de la sécurité sociale d'appliquer les exigences énoncées par le groupe de travail sécurité de l'information, qui précisent notamment :

Politique au niveau du système (institution sociale)

- Obligation de passer par l'Extranet de la sécurité sociale lors du processus d'accès et de connexion aux bases de données autorisées.
- Lors de toute connexion à l'Extranet de la sécurité sociale en dehors de la connexion de l'institution, l'usage du protocole VPN est obligatoire.
- Obligation de respecter les mesures de sécurité telles que définies dans la politique de sécurité « Politique d'accès à distance au réseau interne d'une institution en utilisant la solution VPN Smals ».
- L'obligation de respecter les règles d'adressage réseau afin d'établir une relation univoque entre l'institution et l'Extranet de la sécurité sociale.

- Obligation de respecter lors de la configuration des stations de travail, les règles énoncées dans la politique de sécurité « Politique de sécurité concernant la sécurisation des stations de travaux lors de leur installation ».
- Le service responsable de la gestion du parc des stations de travail de l'institution doit prendre l'initiative de contrôler périodiquement son parc d'ordinateurs portables pour vérifier le respect de la configuration y compris la configuration des logiciels de sécurité. En cas de non-respect, la hiérarchie de l'utilisateur ou le service compétent pour la gestion du parc des stations de travail doit faire rapport au service de sécurité de l'institution sur les dommages éventuels pour l'organisation.

Politique pour les utilisateurs finaux (dans ce cas l'inspecteur)

- Obligation de respecter les différents niveaux d'authentification tels que définis dans la politique de sécurité « Politique d'accès à distance au réseau interne d'une institution en utilisant la solution VPN Smals ».
 - Obligation de suivre la recommandation en matière de protection des données.
 - La configuration de l'ordinateur portable doit être réalisée dans les bonnes pratiques de l'art tout en suivant les règles établies dans la politique de sécurité relative à la configuration des stations.
 - Obligation de respecter les règles énoncées en matière d'utilisation de périphériques.
 - L'institution doit veiller à ce que ses inspecteurs puissent suivre une formation appropriée sur l'utilisation de leurs ordinateurs portables, dans laquelle sont expliqués les risques liés à la sécurité.
- 42.** Pour ce qui concerne l'usage d'un poste fixe au sein même d'un bâtiment de l'institution, le service d'inspection ne peut en aucun cas déroger aux règles applicables en la matière au sein de son organisation et doit se conformer à la politique énoncée dans les normes minimales de sécurité du réseau Banque Carrefour de la sécurité sociale qui précise, notamment, dans le chapitre intitulé '*Sécurisation logique de l'accès*' que chaque institution de sécurité sociale connectée au réseau de la Banque Carrefour doit sécuriser l'accès aux données nécessaires à l'application et à l'exécution de la sécurité sociale par un système d'identification, d'authentification et d'autorisation.
- 43.** Une attention est attirée sur la nécessité d'informer et de documenter le Comité de sécurité de l'information en cas d'évolution vers de nouvelles techniques ou de nouveaux modes d'accès au réseau Banque Carrefour et à son portail dans le cadre des activités de leurs services d'inspection.

Logging et tracage

- 44 .** Le Comité de sécurité de l'information souligne en outre l'obligation pour chaque institution concernée par cette demande d'autorisation de se conformer à la

politique énoncée dans les normes minimales de sécurité du réseau Banque Carrefour de la sécurité sociale qui précise notamment dans le chapitre intitulé ‘*Sécurisation logique de l’accès*’ :

Chaque institution de sécurité sociale connectée au réseau de la Banque Carrefour doit implémenter un système de logging pour les données à caractère personnel nécessaires à l’application et à l’exécution de la sécurité sociale.

Le système de logging mis en œuvre doit être capable, en collaboration avec les systèmes de logging mis en œuvre dans les autres entités partenaires, de permettre la traçabilité de bout en bout et doit répondre à la question de QUI, QUOI, QUAND et COMMENT, tel que décrit dans la politique de sécurité « Logs à caractère sécuritaire dans les applications du réseau de la Sécurité Sociale » validée par le groupe de travail « Sécurité de l’Information ».

Ces loggings de sécurité devront être conservés au minimum pendant une durée de dix années ou pendant une période plus longue si nécessaire, en vue du traitement de plaintes éventuelles ou de la constatation d’irrégularités éventuelles en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel.

Les loggings mêmes doivent être protégés au moyen de mesures garantissant la confidentialité, l’intégralité et la disponibilité.

Ces loggings seront transmis au Comité de sécurité de l’information et à la Banque Carrefour de la sécurité sociale à leur demande.

45. Un logging est la garantie de la probité des utilisateurs du réseau Banque Carrefour de la sécurité sociale. Il est dès lors essentiel de pouvoir justifier à tout instant de la notion du qui, du quoi, du quand et, dans le cadre des inspecteurs, de confronter ces informations avec leurs rapports de missions.
46. C’est la raison pour laquelle afin de garantir au Comité de sécurité de l’information une utilisation conforme des autorisations accordées, le rapport d’auditorat propose, après concertation avec les différents services d’inspection et les conseillers en sécurité des institutions concernées, la mise en place d’un processus de contrôle particulier pour les services d’inspection visant deux contextes précis, processus auquel souscrit le Comité de sécurité de l’information:

Dans le cadre d’un processus automatique de suivi des rapports de missions et du respect des règles de finalité et de proportionnalité

47. Il s’agit, sur base d’un pourcentage significatif des dossiers traités, de vérifier la probité dans la démarche suivie par l’inspecteur. Pour ce faire, chaque service d’inspection, dans le cadre d’un processus organisé en concertation avec son délégué à la protection des données, demandera d’extraire selon le mode de travail utilisé des fichiers logs, les traces d’un certain nombre de dossiers significatifs³,

³ Par significatif on entend:

confrontera le résultat obtenu avec les différents rapports de missions et vérifiera la légitimité des consultations faites avec les délibérations rendues par le Comité de sécurité de l'information.

Dans le cadre d'un incident ou d'une plainte

- 48.** L'ensemble des plaintes ou des incidents doit faire l'objet d'un contrôle spécifique. Par incident on entend tout événement majeur dans l'activité d'un inspecteur tel que la non-transmission de ses rapports de missions, la perte, le vol ou l'inutilisation définitive de son PC portable ou de tout matériel sensible qui lui est confié dans le cadre de sa fonction.
- 49.** Différents scénarios sont possibles tels que:
- analyser les logs sur base du numéro d'identification national de l'inspecteur pour une période d'inactivité (congé, maladie) : sauf dérogation ou justification le résultat devrait être nul;
 - analyser les logs sur base du numéro d'identification national de l'inspecteur, pour la semaine qui précède et qui suit la disparition de son PC ou de son token d'accès. Confronter le résultat obtenu avec les rapports de ses missions;
 - dans le cas d'une plainte il s'agit de confronter le contenu des logs avec les éléments fournis par le plaignant et les rapports de missions.
- 50.** Annuellement et au plus tard pour le 28 février (tout retard dans la transmission du rapport annuel devant faire l'objet d'un avis et d'une demande de dérogation écrite auprès du Comité de sécurité de l'information), chaque service d'inspection transmettra au Comité de sécurité de l'information, par un courrier à la signature du fonctionnaire dirigeant de son institution, un rapport succinct précisant les informations indiquées ci-dessous.

Lorsqu'un service d'inspection traite (consulte), pour la première fois, des données à caractère personnel du réseau de la sécurité sociale, il doit cependant fournir, après deux mois, un premier rapport (intermédiaire) contenant les mêmes informations.

Généralités

- 51.** Un tableau de bord reprenant :

-
- des dossiers qui s'étalent sur différentes périodes de l'année,
 - différents dossiers confiés à différents inspecteurs,
 - représentatifs des autorisations accordées, des bases de données consultées et des missions du service.

- le nombre de collaborateurs au sein du service d'inspection pour lesquels le chapitre VII (section I) de la loi Banque Carrefour est d'application;
- le nombre de mouvements du personnel (entrée – sortie) au sein du service durant l'année écoulée;
- le nombre d'accès réalisés à fournir par le service informatique chargé de la tenue des loggings;
- le nombre de recherches dans les loggings concernant le suivi des dossiers et le respect des règles de finalité et de proportionnalité;
- le nombre d'incidents et de plaintes et les recherches dans les loggings concernés.

Rapport des contrôles d'accès

- 52.** Dans un format libre, le service d'inspection informera le Comité de sécurité de l'information sur le résultat de la confrontation des différentes recherches faites dans les loggings avec les rapports de missions. Dans un chapitre séparé seront décrites les investigations faites et les résultats obtenus dans le cadre de plaintes ou d'incidents ainsi que les éventuelles sanctions prises. Dans ses conclusions le service d'inspection informera le Comité de sécurité de l'information sur les mesures éventuelles mises en place pour améliorer le contrôle au sein du service. Le rapport indiquera également pour chaque banque de données sociales concernée, son taux d'utilisation (en d'autres termes, la consultation de telle banque de données a représenté combien de % des consultations de l'ensemble des banques de données couvertes par la présente autorisation).
- 53.** Le Comité de sécurité de l'information souligne également le rôle des délégués à la protection des données des institutions concernées qui doit veiller à s'assurer que les moyens techniques mis à disposition des inspecteurs respectent bien les politiques de sécurité développées par le groupe de travail sécurité de l'information du réseau Banque Carrefour ainsi que les politiques spécifiques de l'institution en matière de sécurité.
- 54.** Le délégué à la protection des données de l'institution concernée veillera donc à l'application stricte des politiques de sécurité en relation en la matière, et notamment de :
- l'utilisation d'un ordinateur portable,
 - le télétravail,
 - l'utilisation d'un token fonctionnaire,
 - l'utilisation de l'e-mail et de l'internet,
 - l'usage d'un mot de passe,
 - l'activation, la conservation et l'archivage des loggings garants du traçage des accès.

- la sécurisation des stations de travail lors de leur configuration,
- ...

55. D'autre part, le délégué à la protection des données veillera, si non encore existant, à mettre en place l'organisation d'un processus qui l'assure d'être informé:

- qu'en cas d'absence de longue durée ou de départ d'un inspecteur, les mesures énoncées au Comité de sécurité de l'information dans ce contexte sont bien appliquées,
- sur l'inventaire et l'état des lieux du parc des ordinateurs et du matériel annexe mis à la disposition des inspecteurs,
- sur les incidents inhérents à l'utilisation des ordinateurs portables et du matériel annexe confiés aux inspecteurs,
- de l'utilisation adéquate au sein du service d'inspection des autorisations accordées en fonction des besoins réels de chaque inspecteur.

F. CONCLUSION - PORTÉE ET CONDITIONS DE L'AUTORISATION

56.1. Le Comité de sécurité de l'information est pleinement conscient de l'importance de la finalité particulière en cause en l'espèce, à savoir, de façon générale, la lutte contre la fraude aux différentes législations précitées et son enjeu en ce qui concerne, notamment, la protection du travailleur et les finances de l'État.

Il reconnaît le rôle spécifique que jouent les différents services demandeurs en la matière et la nature particulière de leur mission; celle-ci peut justifier qu'il soit procédé, dans le présent dossier, à un examen qui, sur le plan de la proportionnalité de l'accès, peut apparaître comme moins strict que celui auquel le Comité de sécurité de l'information procède en règle.

56.2. Le Comité de sécurité de l'information relève toutefois que tant le caractère très étendu de l'accès en cause que certaines des modalités envisagées (consultation via des portables, par ex.) nécessitent que soient précisées, de façon expresse, les limites et conditions de l'autorisation donnée ci-après.

Le Comité de sécurité de l'information relève successivement :

- l'accès est octroyé au bénéfice des seuls services d'Inspection/de contrôle demandeurs, à l'exclusion dès lors des autres services des institutions sociales concernées;
- chaque inspecteur/contrôleur est tenu de respecter les principes de finalité et de proportionnalité lors de chaque consultation des banques de données sociales précitées;
- l'autorisation est expressément subordonnée au respect des normes de sécurité reprises sous point E;

- que, parmi ces normes de sécurité, il attache une importance particulière aux procédures de contrôle visées sub 43.2. dont il déterminera lui-même les modalités à des moments précis, sur proposition de la Banque Carrefour de la sécurité sociale;
- souligne l'importance de la procédure de rapport annuel, par institution, prévu ci-dessus.

A la lumière de ces rapports, dont le Comité ne doute qu'ils seront réalisés avec la rigueur et la transparence requises ainsi que dans le respect des délais, le Comité examinera à la mi-2006 s'il y a lieu d'aménager les modalités et conditions de la présente autorisation.

Par ces motifs,

la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information

conclut que la consultation des banques de données à caractère personnel précitées par les services d'Inspection repris sub C, telle que décrite dans la présente délibération, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données qui ont été définies, en particulier celles mentionnées sous les points 35 et suivants.

Bart VIAENE
Président

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la Sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck, 38 – 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).